

Art. 8. Le présent titre produit ses effets le 15 juin 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 55K2251

Compte rendu intégral : 10 novembre 2021

Art. 8. Deze titel heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 55K2251

Integraal Verslag : 10 november 2021

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/34054]

28 NOVEMBRE 2021. — Loi visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat*

Art. 2. Dans l'article 39, § 3, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 17 juillet 2015, les mots "en double exemplaire," sont supprimés.

Art. 3. Dans l'article 43, § 2, alinéa 2, première phrase de la même loi, rétabli par la loi du 4 mai 1999, les mots "en double exemplaire" sont supprimés.

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code d'instruction criminelle*

Art. 4. Dans l'article 37, § 4, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, remplacé par la loi du 19 décembre 2002 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les mots "s'aliéner" sont remplacés par le mot "aliéner".

Art. 5. L'article 46^{quater}, § 2, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et modifié par la loi du 29 mars 2012, est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Afin de permettre les mesures visées au paragraphe 1^{er}, le procureur du Roi peut, par sollicitation spécifique et motivée, demander des informations au point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protest."

Art. 6. Dans l'article 61^{quater}, § 7, du même Code, inséré par la loi du 19 décembre 2002, la phrase "La chambre du conseil statue sur la requête dans les quinze jours." est remplacée par la phrase "Il est statué sur cette requête en chambre du conseil dans les quinze jours."

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 147^{bis}, rédigé comme suit:

"Art. 147^{bis}. Le tribunal de police est saisi par le recours contre l'ordre de paiement, visé à l'article 65/1 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/34054]

28 NOVEMBER 2021. — Wet om justitie menselijker, sneller en straffer te maken (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt*

Art. 2. In artikel 39, § 3, tweede lid, van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 17 juli 2015, worden de woorden "in tweevoud" opgeheven.

Art. 3. In artikel 43, § 2, tweede lid, eerste zin, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 4 mei 1999, worden de woorden "in tweevoud" opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het Wetboek van strafvoordering*

Art. 4. In het artikel 37, § 4, eerste lid, van het Wetboek van strafvoordering, vervangen bij de wet van 19 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden in de Franse tekst de woorden "s'aliéner" vervangen door het woord "aliéner".

Art. 5. Artikel 46^{quater}, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Teneinde de maatregelen bedoeld in paragraaf 1 mogelijk te maken, kan de procureur des Konings op specifiek en met redenen omkleed verzoek informatie opvragen die is opgenomen in het centraal aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest."

Art. 6. In de Franse tekst van artikel 61^{quater}, § 7, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002, wordt de zin "La chambre du conseil statue sur la requête dans les quinze jours." vervangen door de zin "Il est statué sur cette requête en chambre du conseil dans les quinze jours."

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 147^{bis} ingevoegd, luidende:

"Art. 147^{bis}. Het beroep tegen het bevel tot betalen, bedoeld in artikel 65/1 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer maakt de zaak aanhangig bij de politierechtbank."

Art. 8. À l'article 162, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 25 octobre 1950 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré, entre la deuxième et la troisième phrase, une phrase rédigée comme suit:

“Cela concerne les frais exposés après la constitution de partie civile ou après la citation directe.”;

2° dans la troisième phrase, qui devient la quatrième phrase, les mots “par le jugement” sont remplacés par les mots “par l’ordonnance ou par le jugement”.

Art. 9. Dans l'article 216*quater*, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 11 juillet 1994, remplacé par la loi du 13 avril 2005 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019, les mots “aux articles 151, alinéa 2, et 188” sont remplacés par les mots “à l'article 187, § 3”.

Art. 10. À l'article 464/1 du même Code, inséré par la loi du 11 février 2014 (I) et modifié en dernier lieu par la loi du 4 février 2020, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 3 est complété par les mots “dénommés ci-après “le tiers de mauvaise foi””;

2° dans le paragraphe 8, alinéa 3, les mots “le tiers visé au § 3” sont remplacés par les mots “le tiers de mauvaise foi”.

Art. 11. Dans les articles 464/5, § 2, alinéa 2, 464/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 464/7, 464/11, 464/12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 464/16, § 1^{er}, alinéa 2, 464/26, §§ 3, 4, 7, alinéa 1^{er}, et 8, alinéa 3, 464/28, alinéa 1^{er}, et 464/34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code les mots “tiers visé à l'article 464/1, § 3” ou “tiers au sens de l'article 464/1, § 3” sont chaque fois remplacés par les mots “tiers de mauvaise foi”.

Art. 12. À l'article 464/12 du même Code, inséré par la loi du 11 février 2014 (I) et modifié par la loi du 18 septembre 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré après le paragraphe 1^{er} les paragraphes 1^{er}/1 et 1^{er}/2, rédigés comme suit:

“§ 1^{er}/1. Lors de l'exécution d'une condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement principal d'un an ou d'une peine plus lourde, le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par requête spécifique et motivée, conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, demander toutes les informations disponibles concernant le condamné ou le tiers de mauvaise foi au point de contact central des comptes et contrats financiers tenus par la Banque nationale de Belgique.

§ 1^{er}/2. Lors de l'exécution d'une condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement principal d'un an ou d'une peine plus lourde, le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par requête spécifique et motivée, demander concernant le condamné ou le tiers de mauvaise foi toutes les informations utiles pour l'EPE sur des produits livrés, des services fournis ou des transactions effectuées en lien avec des valeurs virtuelles à des personnes et institutions qui, sur le territoire belge, mettent à disposition ou proposent des services en lien avec des valeurs virtuelles permettant de conserver ou d'échanger des moyens de paiement réglementés en valeurs virtuelles.”;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, les mots “coffres bancaires ou instruments financiers” sont remplacés par les mots “coffres bancaires, instruments financiers ou valeurs virtuelles”;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots “coffres bancaires ou instruments financiers” sont remplacés par les mots “coffres bancaires, instruments financiers ou valeurs virtuelles”;

4° dans le paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, les mots “§§ 1^{er} et 2” sont remplacés par les mots “§§ 1^{er}, 1^{er}/1, 1^{er}/2 et 2”;

5° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots “§§ 1^{er} et 2” sont remplacés par les mots “§§ 1^{er}, 1^{er}/1, 1^{er}/2 et 2”.

Art. 13. Dans l'article 524*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 19 décembre 2002 et modifié par la loi du 18 mars 2018, les mots “à l'article 43*quater*, § 1^{er}, du Code pénal” sont remplacés par les mots “sous la même rubrique, visée à l'article 43*quater*, § 1^{er}, du Code pénal, que l'infraction qui fait l'objet de la condamnation.”.

Art. 8. In artikel 162, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 oktober 1950 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de tweede en de derde zin wordt een zin ingevoegd, luidend als volgt:

“Het betreft de kosten gemaakt na de burgerlijke partijstelling of na de rechtstreekse dagvaarding.”;

2° in de derde zin, die de vierde zin wordt, worden de woorden “door het vonnis” vervangen door de woorden “door de beschikking of door het vonnis”.

Art. 9. In artikel 216*quater*, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1994, vervangen bij de wet van 13 april 2005 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden “de artikelen 151, tweede lid, en 188” vervangen door de woorden “artikel 187, § 3”.

Art. 10. In artikel 464/1 van het hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 februari 2014 (I) en laatstelijk gewijzigd bij de wet 4 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden “, hierna “de malafide derde” genoemd”;

2° in paragraaf 8, derde lid, worden de woorden “in § 3 bedoelde derde” vervangen door de woorden “malafide derde”.

Art. 11. In de artikelen 464/5, § 2, tweede lid, 464/6, § 1, eerste lid, 464/7, 464/11, 464/12, § 1, eerste lid, 464/16, § 1, tweede lid, 464/26, §§ 3, 4, 7, eerste lid, en 8, derde lid, 464/28, eerste lid en 464/34, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in artikel 464/1, § 3 bedoelde derde” of “derde in de zin van artikel 464/1, § 3” of “derde bedoeld in artikel 464/1, § 3” telkens vervangen door de woorden “malafide derde”.

Art. 12. In artikel 464/12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 februari 2014 (I) en gewijzigd bij de wet van 18 september 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° na paragraaf 1 worden de paragrafen 1/1 en 1/2 ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. Bij de tenuitvoerlegging van een veroordeling tot een verbeurdverklaring, geldboete of de gerechtskosten nadat de veroordeelde schuldig is verklaard aan een misdrijf waarop een hoofdgevangenisstraf staat van een jaar of een zwaardere straf, kan de SUO-magistraat of de gevorderde politiedienst op specifiek en met redenen omkleed verzoek, overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest, met betrekking tot de veroordeelde of de malafide derde alle beschikbare informatie opvragen bij het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten bij de Nationale Bank van België.

§ 1/2. Bij de tenuitvoerlegging van een veroordeling tot een verbeurdverklaring, geldboete of de gerechtskosten nadat de veroordeelde schuldig is verklaard aan een misdrijf waarop een hoofdgevangenisstraf staat van een jaar of een zwaardere straf, kan de SUO-magistraat, of de gevorderde politiedienst, op specifiek en met redenen omkleed verzoek, met betrekking tot de veroordeelde of de malafide derde alle voor het SUO nuttige informatie over geleverde producten, verleende diensten of uitgevoerde verrichtingen betreffende virtuele valuta opvragen bij de personen en instellingen die op het Belgisch grondgebied diensten beschikbaar stellen of aanbieden met betrekking tot virtuele waarden die toelaten dat gereguleerde betaalmiddelen in virtuele waarden worden bewaard of uitgewisseld.”;

2° in het eerste lid van paragraaf 2 worden in de bepaling onder 1° de woorden “bankkluizen of financiële instrumenten” vervangen door de woorden “bankkluizen, financiële instrumenten of virtuele valuta”;

3° in het eerste lid van paragraaf 2 worden in de bepaling onder 2° de woorden “bankkluizen of financiële instrumenten” vervangen door de woorden “bankkluizen, financiële instrumenten of virtuele valuta”;

4° in het eerste en tweede lid van paragraaf 3 worden de woorden “§§ 1 en 2” vervangen door de woorden “§§ 1, 1/1, 1/2 en 2”;

5° in het eerste lid van paragraaf 4 worden de woorden “§§ 1 en 2” vervangen door de woorden “§§ 1, 1/1, 1/2 en 2”.

Art. 13. In artikel 524*bis*, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 18 maart 2018, worden de woorden “in artikel 43*quater*, § 1, van het Strafwetboek” vervangen door de woorden “in dezelfde rubriek, bedoeld in artikel 43*quater*, § 1, van het Strafwetboek, als het misdrijf waarvoor de betrokkene werd veroordeeld.”.

CHAPITRE 4. — *Modification du Code pénal*

Art. 14. Dans l'article 5 du Code pénal, remplacé par la loi du 11 juillet 2018, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Sont assimilées à des personnes morales:

- 1° les sociétés simples;
- 2° les sociétés en formation.”.

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions*

Art. 15. La loi sur les extraditions du 15 mars 1874 est complétée par un article 14 rédigé comme suit:

“Art. 14. Dans les relations avec la République d'Islande et le Royaume de Norvège, la détermination des autorités compétentes et la procédure d'émission et d'exécution des demandes de remise sont régies par les dispositions de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen sauf disposition contraire dans l'accord établi à Vienne, le 28 juin 2006, entre l'Union européenne et la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif à la procédure de remise entre les États membres de l'Union européenne et l'Islande et la Norvège.”.

CHAPITRE 6. — *Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes*

Art. 16. À l'article 4 de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, remplacé par la loi du 9 juillet 1975 et modifié en dernier lieu par la loi du 7 février 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un paragraphe *3bis*, rédigé comme suit:

“§ 3*bis*. En condamnant du chef d'une des infractions visées aux articles 2, 2°, 2*bis*, 2*quater* et 3, le juge pourra prononcer l'interdiction temporaire d'entrer dans un ou plusieurs des ports belges ou des installations portuaires tels que définis à l'article 2.5.2.2, 3° et 4° du Code belge de la Navigation.

Le juge détermine le délai de l'interdiction, qui ne peut excéder vingt ans et le motive explicitement dans le jugement.

Le juge peut prononcer cette interdiction pour le même délai en cas de condamnation sur la base d'infractions concurrentes qui ne sont pas mentionnées dans l'alinéa 1^{er}, si les articles 62 ou 65 du Code pénal sont appliqués.

2° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots “la durée des interdictions ou de la fermeture, prononcée en vertu des §§ 2 et 3” sont remplacés par les mots “la durée des interdictions ou de la fermeture, prononcée en vertu des §§ 2, 3 et 3*bis*”;

3° dans le texte néerlandais du paragraphe 4, alinéa 2, les mots “gaat de ontzetting of de sluiting in” sont remplacés par les mots “gaat de ontzetting, de sluiting of het verbod in”;

4° dans le texte néerlandais du paragraphe 4, alinéa 3, les mots “hebben ontzetting en sluiting bovendien hun gevolgen” sont remplacés par les mots “hebben de ontzetting, de sluiting en het verbod bovendien hun gevolgen”;

5° dans le paragraphe 5, les mots “aux interdictions ou à la fermeture prononcées en vertu des §§ 2, 3 et 4*bis*” sont remplacés par les mots “aux interdictions ou à la fermeture prononcées en vertu des §§ 2, 3, 3*bis* et 4*bis*”.

CHAPITRE 7. — *Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire*

Art. 17. Dans la colonne intitulée “Avocats généraux” du tableau I “Cour de cassation”, annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007, le chiffre “12” est remplacé par le chiffre “14”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van het Strafwetboek*

Art. 14. In artikel 5 van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 11 juli 2018, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Met rechtspersonen worden gelijkgesteld:

- 1° maatschappen;
- 2° vennootschappen in oprichting.”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de uitleveringswet van 15 maart 1874*

Art. 15. De uitleveringswet van 15 maart 1874 wordt aangevuld met een artikel 14, luidende:

“Art. 14. In de betrekkingen met de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen worden de bepaling van de bevoegde autoriteiten en de procedure voor de uitvaardiging en tenuitvoerlegging van verzoeken tot overlevering geregeld in de bepalingen van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel, tenzij anders bepaald in de overeenkomst gedaan te Wenen op 28 juni 2006 tussen de Europese Unie en de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen betreffende de procedures voor overlevering tussen de lidstaten van de Europese Unie en IJsland en Noorwegen.”.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen*

Art. 16. In artikel 4 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, vervangen bij de wet van 3 juli 1975 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 7 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf *3bis* ingevoegd, luidende:

“§ 3*bis*. Bij veroordeling wegens een van de misdrijven omschreven in de artikelen 2, 2°, 2*bis*, 2*quater* en 3, kan de rechter het tijdelijke verbod uitspreken zich binnen één of meerdere van de Belgische havens of havenfaciliteiten in de zin van artikel 2.5.2.2, 3° en 4° van het Belgisch Scheepvaartwetboek te begeben.

De rechter bepaalt de termijn van het verbod, die niet langer dan twintig jaar mag zijn en omkleedt deze uitdrukkelijk met redenen in het vonnis.

De rechter kan dit verbod voor dezelfde termijn opleggen in geval van een veroordeling op grond van samenlopende misdrijven die niet in het eerste lid worden vermeld, ingeval de artikelen 62 of 65 van het Strafwetboek worden toegepast.

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “de ontzetting of de sluiting, opgelegd krachtens de §§ 2 en 3” vervangen door de woorden “de ontzetting, de sluiting, of het verbod, opgelegd krachtens de §§ 2, 3, en 3*bis*”;

3° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden “gaat de ontzetting of de sluiting in” vervangen door de woorden “gaat de ontzetting, de sluiting of het verbod in”;

4° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden “hebben ontzetting en sluiting bovendien hun gevolgen” vervangen door de woorden “hebben de ontzetting, de sluiting en het verbod bovendien hun gevolgen”;

5° in paragraaf 5 worden de woorden “de ontzetting of de sluiting, opgelegd op grond van de §§ 2, 3 en 4*bis*” vervangen door de woorden “de ontzetting, de sluiting of het verbod, opgelegd op grond van de §§ 2, 3, 3*bis* en 4*bis*”.

HOOFDSTUK 7. — *Wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting*

Art. 17. In de kolom met als opschrift “Advocaten-generaal” van de tabel I “Hof van Cassatie” gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, wordt het cijfer “12” vervangen door het cijfer “14”.

CHAPITRE 8. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 18. À l'article 32^{quater}/2 du Code judiciaire, inséré par la loi du 4 mai 2016 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante:

“Les finalités du registre sont, en outre, de faciliter l'exécution des missions légales et des tâches des huissiers de justice, le contrôle de leurs activités et l'amélioration de leurs missions, ainsi que la collecte et le traitement des données statistiques.”;

2° le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Dans les limites autorisées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, la Chambre nationale des huissiers de justice est autorisée à procéder au traitement des documents et des données conservées dans le registre visé au paragraphe 1^{er} à des fins statistiques ou afin d'améliorer la qualité du registre, des actes et des missions des huissiers de justice. À cette fin, la Chambre nationale des huissiers de justice met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles conformément aux principes de proportionnalité et de nécessité visés à l'article 89, § 1^{er}, du règlement précité. Tout transfert ultérieur de données agrégées à des fins statistiques ne sera réalisé, par la Chambre nationale des huissiers de justice, que pour une finalité compatible avec les fins statistiques pour lesquelles ces données ont été agrégées. Les données agrégées ou les données à caractère personnel sur lesquelles celles-ci sont basées ne peuvent pas être utilisées à l'appui de mesures ou de décisions concernant une personne physique en particulier.”.

Art. 19. Dans l'article 76, § 4, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2016, les mots “de l'article 36” sont remplacés par les mots “des articles 37, alinéas 2 et 3 et 53, alinéas 8 et 9”.

Art. 20. À l'article 315^{ter} du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot “établie” est remplacé par le mot “établit”;

2° dans le paragraphe 1^{er}, le mot “dénommé” est remplacé par le mot “dénommée”;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “personnes qui ont été nommées stagiaires judiciaires conformément” sont remplacés par les mots “stagiaires judiciaires visés”;

4° dans le paragraphe 2, le mot “Elle” est remplacé par le mot “Il”;

5° dans le paragraphe 4, les mots “pour autant que nécessaire pour” sont remplacés par les mots “pour autant que cela est nécessaire à”;

6° dans le paragraphe 4, 2°, le mot “incluses” est remplacé par le mot “reprises”;

7° dans le paragraphe 6, les mots “, le cas échéant,” sont insérés entre les mots “est tenu” et les mots “d'en respecter”;

8° dans le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, les mots “personnes nommées stagiaires judiciaires conformément” sont remplacés par les mots “stagiaires judiciaires visés”;

9° dans le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, 1°, les mots “et des stagiaires judiciaires visés à l'article 259^{octies}, § 1^{er}, alinéa 4” sont insérés entre les mots “livre II, titre 1^{er},” et les mots “et à accéder”;

10° dans le paragraphe 7, alinéa 2, le mot “visées” est remplacé par le mot “visés”;

11° le paragraphe 7 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Quiconque participe, à quelque titre que ce soit, à la collecte ou au traitement des données visées à l'alinéa 1^{er}, ou a connaissance de telles données est, le cas échéant, tenu d'en respecter le caractère confidentiel. L'article 458 du Code pénal lui est applicable.”.

Art. 21. À l'article 515 du même Code, remplacé par la loi du 7 janvier 2014 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la première phrase est abrogée;

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 18. In artikel 32^{quater}/2 van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin:

“De doeleinden van het register zijn tevens het vergemakkelijken van het vervullen van de wettelijke verplichtingen en van de opdrachten van gerechtsdeurwaarders, de controle van hun activiteiten en het verbeteren van hun dienstverlening, evenals het verzamelen en verwerken van statistische gegevens.”;

2° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Binnen de door Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG toegestane grenzen is de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders bevoegd de in het in paragraaf 1 bedoelde register bewaarde documenten en gegevens te verwerken voor statistische doeleinden of ter verbetering van de kwaliteit van het register, de akten en de dienstverlening van de gerechtsdeurwaarders. Daartoe wendt de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders alle technische en organisatorische maatregelen aan overeenkomstig de principes van proportionaliteit en noodzakelijkheid bedoeld in artikel 89, § 1, van de bovenvermelde verordening. Elke verdere overdracht van geaggregeerde gegevens voor statistische doeleinden wordt door de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders alleen verricht voor een doeleinde dat verenigbaar is met de statistische doeleinden waarvoor de gegevens werden geaggregeerd. De geaggregeerde gegevens of de persoonsgegevens waarop zij zijn gebaseerd, mogen niet worden gebruikt als ondersteunend materiaal voor maatregelen of beslissingen die een bepaalde natuurlijke persoon betreffen.”.

Art. 19. In artikel 76, § 4, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2006, worden de woorden “artikel 36” vervangen door de woorden “de artikelen 37, tweede en derde lid, en 53, achtste en negende lid”, en worden de woorden “wordt toegepast” vervangen door de woorden “worden toegepast”.

Art. 20. In artikel 315^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt in de Franse tekst het woord “établie” vervangen door het woord “établit”;

2° in paragraaf 1 wordt in de Franse tekst het woord “dénommé” vervangen door het woord “dénommée”;

3° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “personen die werden benoemd tot gerechtelijk stagiair overeenkomstig” vervangen door de woorden “gerechtelijke stagiairs bedoeld in”;

4° in paragraaf 2 wordt in de Franse tekst het woord “Elle” vervangen door het woord “Il”;

5° in paragraaf 4 worden in de Franse tekst de woorden “pour autant que nécessaire pour” vervangen door de woorden “pour autant que cela est nécessaire à”;

6° in paragraaf 4, 2°, wordt in de Franse tekst het woord “incluses” vervangen door het woord “reprises”;

7° in paragraaf 6 worden de woorden “in voorkomend geval” ingevoegd tussen de woorden “moet” en “het vertrouwelijk karakter”;

8° in paragraaf 7, eerste lid, worden de woorden “personen die werden benoemd tot gerechtelijk stagiair overeenkomstig” vervangen door de woorden “gerechtelijke stagiairs bedoeld in”;

9° in paragraaf 7, eerste lid, 1°, worden de woorden “en van de gerechtelijke stagiairs bedoeld in artikel 259^{octies}, § 1, vierde lid” ingevoegd tussen de woorden “boek II, eerste titel,” en de woorden “en toegang te hebben”;

10° in paragraaf 7, tweede lid, wordt in de Franse tekst het woord “visées” vervangen door het woord “visés”;

11° paragraaf 7 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Hij die in welke hoedanigheid ook deelneemt aan de verzameling of de verwerking van de in het eerste lid bedoelde gegevens of kennis heeft van die gegevens, moet in voorkomend geval het vertrouwelijk karakter ervan in acht nemen. Artikel 458 van het Strafwetboek is op hem van toepassing.”.

Art. 21. In artikel 515 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 januari 2014 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de eerste zin opgeheven;

2° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

“Pour être nommé huissier de justice, l’intéressé doit être candidat-huissier de justice depuis au moins cinq ans avant l’expiration du délai visé à l’alinéa 1^{er}.”;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la phrase introductive est complétée par les mots “dont les candidatures sont recevables au regard des conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}”;

4° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par les mots “dont la candidature est recevable au regard des conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}”.

Art. 22. Dans l’article 555/12, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, les mots “Lorsque les conditions de l’inscription au registre ne sont plus remplies ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte ou lorsque l’expert judiciaire ou le traducteur, l’interprète ou le traducteur-interprète juré manque aux devoirs de sa mission ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte à la dignité de son titre ou constitue un manquement à la déontologie” sont remplacés par les mots “Lorsque les conditions de l’inscription au registre ne sont plus remplies ou lorsque des prestations manifestement insuffisantes sont fournies à plusieurs reprises ou que l’expert judiciaire ou le traducteur, l’interprète ou le traducteur-interprète juré manque aux devoirs de sa mission ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte à la dignité de son titre ou constitue un manquement à la déontologie”.

Art. 23. Dans l’article 759 du même Code, le mot “découvert,” est abrogé.

Art. 24. Dans l’article 838 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3:

“Si, en outre, une amende pour demande manifestement irrecevable ou manifestement non-fondée peut se justifier, ce point seul est traité à une audience fixée par la même décision à une date rapprochée. Le greffier convoque les parties par pli judiciaire afin qu’elles fassent connaître leurs observations par écrit pour cette date.

L’amende est de quinze euros à deux mille cinq cents euros. Tous les cinq ans, le Roi peut adapter les montants minimums et maximums au coût de la vie. Le Roi désigne l’organe administratif chargé du recouvrement de l’amende poursuivi par toutes voies de droit.”.

Art. 25. À l’article 873, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 17 février 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° la première phrase est complétée par les mots “ou son délégué”.

2° dans la deuxième phrase, les mots “du ministre de la Justice” sont abrogés.

Art. 26. L’article 1246, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 21 décembre 2018, est complété par les phrases suivantes:

“À dater de l’ordonnance de désignation de l’administrateur des biens, et tant que l’administration perdure, le juge de paix peut, moyennant une simple référence à l’ordonnance de désignation précitée, demander toute information relative à la personne protégée au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique, conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d’un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l’accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt. Le juge de paix peut charger le greffier de verser cette information au dossier administratif précité.”.

Art. 27. L’article 1253, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 17 mars 2013 et modifié par les lois du 21 décembre 2018 et du 10 mars 2019, est complété par le 10° rédigé comme suit:

“10° l’information relative à la personne protégée demandée au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique, conformément à l’article 497/6, alinéa 2, de l’ancien Code civil, lorsque le juge de paix a chargé le greffier de verser cette information au dossier administratif.”.

2° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“Om tot gerechtsdeurwaarder benoemd te worden, moet de betrokkene sedert minstens vijf jaar kandidaat-gerechtsdeurwaarder zijn voor het einde van de in het eerste lid bedoelde termijn.”;

3° in paragraaf 2, eerste lid, inleidende zin, worden de woorden “, waarvan de candidaturen ontvankelijk zijn volgens de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid” ingevoegd tussen de woorden “kandidaten” en “te worden aangevraagd”;

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “, waarvan de kandidatuur ontvankelijk is volgens de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid” ingevoegd tussen de woorden “kandidaat” en “een benoemingsdossier”.

Art. 22. In artikel 555/12, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, worden in de Franse tekst de woorden “Lorsque les conditions de l’inscription au registre ne sont plus remplies ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte ou lorsque l’expert judiciaire ou le traducteur, l’interprète ou le traducteur-interprète juré manque aux devoirs de sa mission ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte à la dignité de son titre ou constitue un manquement à la déontologie” vervangen door de woorden “Lorsque les conditions de l’inscription au registre ne sont plus remplies ou lorsque des prestations manifestement insuffisantes sont fournies à plusieurs reprises ou que l’expert judiciaire ou le traducteur, l’interprète ou le traducteur-interprète juré manque aux devoirs de sa mission ou lorsque son comportement ou sa conduite porte atteinte à la dignité de son titre ou constitue un manquement à la déontologie”.

Art. 23. In artikel 759 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “met ongedekten hoofde,” opgeheven.

Art. 24. In artikel 838 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden tussen het tweede en het derde lid twee leden ingevoegd, luidende:

“Indien daarenboven een geldboete wegens kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond verzoek verantwoord kan zijn, wordt, bij dezelfde beslissing, een rechtsdag bepaald op een nabije datum, waarop alleen dit punt wordt behandeld. De griffier roept de partijen bij gerechtsbrief op om tegen die datum hun opmerkingen schriftelijk mee te delen.

De geldboete bedraagt vijftien euro tot tweeduizend vijfhonderd euro. De Koning kan het minimum- en maximumbedrag om de vijf jaar aanpassen aan de kosten van het levensonderhoud. De Koning duidt het bestuursorgaan aan dat instaat voor de inning van de boete met aanwending van alle middelen van recht.”.

Art. 25. In artikel 873, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin, worden de woorden “of zijn afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “minister van Justitie” en het woord “, tenzij”.

2° in de tweede zin, worden de woorden “van de minister van Justitie” opgeheven.

Art. 26. Artikel 1246, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 21 december 2018, wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Vanaf de beschikking tot aanstelling van een bewindvoerder over de goederen en zolang de bewindvoering loopt, kan de vrederechter met eenvoudige verwijzing naar voormelde beschikking tot aanstelling, alle informatie over de beschermde persoon opvragen bij het Centraal Aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest. De vrederechter kan de griffier gelasten om deze informatie bij het voormelde administratief dossier te voegen.”.

Art. 27. Artikel 1253, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 maart 2013 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 2018 en 10 maart 2019, wordt aangevuld met de bepaling onder 10°, luidende:

“10° de informatie over de beschermde persoon opgevraagd bij het Centraal Aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig artikel 497/6, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, wanneer de vrederechter de griffier gelast heeft om deze informatie in het administratief dossier te voegen.”.

Art. 28. L'article 1526, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, est remplacée par ce qui suit:

“Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la plateforme électronique à travers laquelle la vente peut être effectuée. Il détermine également les modalités complémentaires relatives à l'adjudication et au paiement en cas de vente électronique ou combinée.”

CHAPITRE 9. — *Modification de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière*

Art. 29. À l'article 65/1 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, remplacé par la loi-programme du 25 décembre 2016 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1^{er} le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

“Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique.”;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Celui qui a reçu l'ordre de paiement ou son avocat peut, dans les trente jours suivant le jour de la réception de celui-ci, introduire un recours contre l'ordre de paiement auprès du tribunal de police compétent selon le lieu de l'infraction. Le recours est introduit par requête déposée au greffe du tribunal de police compétent ou par envoi recommandé ou par courrier électronique, adressés au greffe. Dans ces derniers cas, la date d'envoi de l'envoi recommandé ou du courrier électronique a valeur de date d'introduction de la requête. L'envoi recommandé est réputé avoir été envoyé le troisième jour ouvrable précédant sa réception au greffe.

La requête mentionne, à peine de nullité:

1^o le nom, le prénom et le domicile de la partie qui introduit le recours;

2^o le numéro du procès-verbal ou le numéro de système, mentionné sur l'ordre de paiement;

3^o qu'il s'agit d'un recours contre un ordre de paiement;

4^o les motifs du recours.

Cette requête contient élection de domicile en Belgique, si le requérant n'y a pas son domicile.

La requête est inscrite dans le registre prévu à cet effet.

La prescription de l'action publique est suspendue à partir de la date de l'introduction de la requête jusqu'au jour du jugement définitif.

Le requérant est convoqué par le greffier, par pli judiciaire, par envoi recommandé ou conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, dans les trente jours de l'inscription de la requête au registre, à comparaître à l'audience fixée par le juge. Le greffier adresse au ministère public la copie de la requête et lui indique la date d'audience.

Par le recours, la chambre pénale du Tribunal de police est saisie de l'intégralité de la cause et examine préalablement la recevabilité du recours.

Si le recours est déclaré recevable, l'ordre de paiement est réputé non venu. Le tribunal examine au fond les infractions qui fondent l'ordre de paiement et, si celles-ci s'avèrent établies, fait application de la loi pénale.

La personne condamnée par défaut peut former opposition au jugement conformément à la procédure visée à l'article 187 du Code d'instruction criminelle.

Le jugement rendu par le tribunal de la police est susceptible d'appel selon des dispositions prévues par le Code d'instruction criminelle.”

3^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Les ordres de paiement impayés, contre lesquels aucun recours n'a été interjeté, et qui sont donc exigibles, sont déclarés exécutoires par le procureur du Roi ou le juriste de parquet mandaté par lui.”

Art. 28. De Franse tekst van artikel 1526, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la plateforme électronique à travers laquelle la vente peut être effectuée. Il détermine également les modalités complémentaires relatives à l'adjudication et au paiement en cas de vente électronique ou combinée.”

HOOFDSTUK 9. — *Wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer*

Art. 29. In artikel 65/1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij de wet van 16 maart 1968, vervangen bij de programmawet van 25 december 2016 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De betaling binnen deze termijn doet de strafvordering vervallen.”;

2^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De persoon die het bevel tot betalen heeft ontvangen of diens advocaat kan binnen dertig dagen volgend op de dag van ontvangst van het bevel tot betalen beroep aantekenen bij de politierechtbank bevoegd volgens de plaats van de overtreding. Het beroep wordt ingesteld bij een verzoekschrift dat neergelegd wordt op de griffie van de bevoegde politierechtbank of bij een aangetekende zending of via elektronische post die aan de griffie worden verzonden. In die laatste gevallen geldt de datum van verzending van de aangetekende zending of van de elektronische post als datum waarop het verzoekschrift werd ingediend. De aangetekende zending wordt geacht te zijn verzonden de derde werkdag voor de ontvangst ervan op de griffie.

Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift:

1^o de naam, de voornaam en de woonplaats van de partij die beroep aantekent;

2^o het nummer van het proces-verbaal of het systeemnummer dat wordt vermeld op het bevel tot betalen;

3^o dat het om een beroep tegen het bevel tot betalen gaat;

4^o de redenen van het beroep.

Het verzoekschrift houdt keuze van woonplaats in België in, indien de verzoeker er zijn woonplaats niet heeft.

Het verzoekschrift wordt ingeschreven in het daartoe bestemde register.

De verjaring van de strafvordering wordt geschorst vanaf de dag dat het verzoekschrift wordt ingediend, tot de dag van het definitieve vonnis.

De verzoeker wordt binnen een termijn van dertig dagen vanaf de inschrijving in het daartoe bestemde register door de griffier per gerechtsbrief, per aangetekende zending of overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek opgeroepen om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt. De griffier zendt een kopie van het verzoekschrift over aan de procureur des Konings en deelt hem de datum van de zitting mee.

Het beroep maakt de zaak in zijn geheel aanhangig voor de strafrechtelijke kamer van de politierechtbank die eerst de ontvanke-lijkheid van het beroep beoordeelt.

Indien het beroep ontvankelijk wordt verklaard, wordt het bevel tot betalen als niet bestaande beschouwd. De rechtbank beoordeelt de overtredingen die aan de grondslag liggen van het bevel tot betalen, ten gronde en maakt, indien deze bewezen worden verklaard, toepassing van de strafwet.

De bij verstek veroordeelde kan tegen het vonnis in verzet komen overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 187 van het Wetboek van strafvordering.

Tegen de beslissing van de politierechtbank kan hoger beroep worden ingesteld volgens de bepalingen opgenomen in het Wetboek van strafvordering.”

3^o paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De niet-betalde bevelen tot betalen, waartegen geen beroep is aangetekend, en die dus invorderbaar zijn, worden door de procureur des Konings of de door hem aangestelde parketjurist uitvoerbaar verklaard.”

4° le paragraphe 4 est abrogé;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit:

“§ 5. Sans préjudice de l'application de l'article 27 de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, le procureur du Roi donne l'ordre à l'administration qui, au sein du Service public fédéral Finances, est compétente pour le recouvrement des créances non fiscales, de recouvrer les sommes incluses dans les titres exécutoires visées au paragraphe 3, selon les règles applicables à l'exécution forcée des sanctions pénales, y compris la saisie-arrêt simplifiée visée à l'article 101 du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive.”

6° dans le paragraphe 6 les mots “de la liste” sont chaque fois remplacés par les mots “des titres exécutoires”.

7° dans le paragraphe 7, les mots “des listes” sont remplacés par les mots “des titres exécutoires”;

8° dans le paragraphe 10, les mots “de la liste des ordres de paiement” sont remplacés par les mots “du titre exécutoire”.

CHAPITRE 10. — *Modifications de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres*

Art. 30. L'article 34^{sexies}, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, inséré par la loi du 22 avril 2003 et remplacé par la loi du 31 juillet 2020, est remplacé comme suit:

“Art. 34^{sexies}. Les audiences de la commission sont publiques, sauf si le requérant sollicite le huis clos ou sauf si la publicité est dangereuse pour l'ordre ou les mœurs; et, dans ce cas, la commission le déclare par décision motivée.

Les audiences de la commission ne sont pas non plus publiques, lorsque les parties n'ont pas demandé à être entendues en application de l'article 34^{ter}, alinéa 2.

Les articles 758 à 760 et 763 du Code judiciaire s'appliquent.”.

Art. 31. Dans la même loi il est inséré un article 34^{septies} rédigé comme suit:

“Art. 34^{septies}. Le président de la chambre peut toutefois décider que l'audience ou le délibéré auront lieu par vidéoconférence.

Les parties peuvent cependant exiger d'être présentes physiquement à l'audience.”.

Art. 32. L'article 35 de la même loi, abrogé par la loi du 26 mars 2003, est rétabli dans la rédaction suivante:

“Art. 35. Le Roi fixe les modalités de la procédure et du fonctionnement de la commission.”.

Art. 33. À l'article 36 de la même loi, remplacé par la loi du 26 mars 2003 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, le chiffre “30 000” est remplacé par le chiffre “125 000”;

2° l'alinéa 3 est complété par une phrase, rédigé comme suit:

“L'aide d'urgence ne peut plus être demandée après l'écoulement du délai fixé par l'article 31^{bis} pour introduire une demande d'aide financière.”;

3° dans l'alinéa 4, les mots “, sans application de la limite prévue à l'alinéa 2” sont abrogés.

Art. 34. À l'article 37 de la même loi, remplacé par la loi du 26 mars 2003 et modifié par la loi du 31 mai 2016, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans le alinéa 1^{er}, le mot “financière” est inséré entre les mots “après l'octroi de l'aide” et les mots “, le dommage”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “aide principale” sont remplacés par les mots “aide financière” et le mot “financière” est inséré entre les mots “diminué de l'aide” et les mots “déjà octroyée”;

3° dans l'alinéa 3, le mot “financière” est inséré entre les mots “ou l'aide” et les mots “a été versée”;

Art. 35. À l'article 37^{bis} de la même loi, inséré par la loi du 15 janvier 2019 et remplacé par la loi du 3 février 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, le mot “financière” est inséré entre les mots “une aide” et les mots “ou un complément d'aide”;

4° paragraaf 4 wordt opgeheven;

5° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. Onverminderd de toepassing van artikel 27 van de wet van 5 augustus 2006 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning van beslissingen in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie, geeft de procureur des Konings opdracht aan de administratie, die binnen de Federale Overheidsdienst Financiën bevoegd is voor de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen om de geldsommen opgenomen in de in paragraaf 3 bedoelde uitvoerbare titels in te vorderen, volgens de regels van toepassing op de gedwongen tenuitvoerlegging van strafrechtelijke geldboeten, met inbegrip van het vereenvoudigd derdenbeslag bedoeld in artikel 101 van het Algemeen Reglement op de gerechtskosten in strafzaken.”;

6° in paragraaf 6 wordt het woord “lijst” en de woorden “uitvoerbaarverklaring van de lijst” vervangen door de woorden “uitvoerbare titels”;

7° in paragraaf 7 worden de woorden “de lijsten” vervangen door de woorden “de uitvoerbare titels”;

8° in paragraaf 10 worden de woorden “lijst met bevelen tot betalen” vervangen door de woorden “uitvoerbare titel.”

HOOFDSTUK 10. — *Wijzigingen van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen*

Art. 30. Artikel 34^{sexies} van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, ingevoegd bij de wet van 22 april 2003 en vervangen bij de wet van 31 juli 2020, wordt vervangen als volgt:

“Art. 34^{sexies}. De zittingen van de commissie zijn openbaar, behalve indien de verzoeker de behandeling met gesloten deuren vraagt of indien de openbaarheid gevaar oplevert voor de orde of de goede zeden; in dat geval wordt zulks door de commissie bij een met redenen omklede beslissing verklaard.

De terechtzittingen van de commissie zijn evenmin openbaar wanneer de partijen met toepassing van artikel 34^{ter}, tweede lid, niet verzocht hebben om gehoord te worden.

De artikelen 758 tot 760 en 763 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.”.

Art. 31. In dezelfde wet wordt een artikel 34^{septies} ingevoegd, luidende:

“Art. 34^{septies}. De voorzitter van de kamer kan evenwel beslissen dat de zitting of het beraad plaatsvinden via videoconferentie.

De partijen kunnen echter eisen fysiek op de zitting aanwezig te zijn.”.

Art. 32. Artikel 35 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 26 maart 2003, wordt hersteld als volgt:

“Art. 35. De Koning stelt de nadere regels vast inzake de procedure en de werking van de commissie.”.

Art. 33. In artikel 36 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 26 maart 2003 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt het cijfer “30 000” vervangen door het cijfer “125 000”;

2° het derde lid wordt aangevuld met een zin, luidende:

“De noodhulp kan niet meer worden aangevraagd na het verstrijken van de door artikel 31^{bis} voorziene termijn voor het indienen van een verzoek tot financiële hulp.”;

3° in het vierde lid worden de woorden “, zonder toepassing van de beperking die bepaald wordt in het tweede lid”, opgeheven.

Art. 34. In artikel 37 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 26 maart 2003 en gewijzigd bij de wet van 31 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de hulp” vervangen door de woorden “de financiële hulp”;

2° in het tweede lid wordt het woord “hoofdhulp” vervangen door de woorden “financiële hulp” en worden de woorden “toegekende hulp” vervangen door de woorden “toegekende financiële hulp”;

3° in het derde lid worden de woorden “de hulp” vervangen door de woorden “de financiële hulp”.

Art. 35. In artikel 37^{bis} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 januari 2019 en vervangen bij de wet van 3 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt het woord “financiële” ingevoegd tussen het woord “noodhulp,” en het woord “hulp”;

2° dans l'alinéa 3, le mot "financière" est inséré entre les mots "l'aide" et les mots "visée à l'article 31bis".

Art. 36. À l'article 42^{quater}, § 1^{er} de la même loi, inséré par la loi du 3 février 2019, les modifications suivants sont apportées:

1° dans la deuxième phrase, le mot "demandes" est remplacé par le mot "ordonnances";

2° dans la quatrième phrase, les mots "du litige" sont remplacés par les mots "de la demande".

Art. 37. Dans l'article 42^{octies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la même loi, inséré par la loi du 3 février 2019, les phrases "Il est signé par le requérant ou par son avocat. Il peut également être déposé par voie électronique selon les modalités fixées par le Roi." sont remplacés par les phrases "Elle est signée par le requérant ou par son avocat. Elle peut également être déposée par voie électronique selon les modalités fixées par le Roi..".

Art. 38. Dans l'article 42^{duodecies}, § 2, première phrase de la même loi, inséré par la loi du 3 février 2019, le mot "42^{decies}" est remplacé par le mot "42^{undecies}".

CHAPITRE 11. — *Modification de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité*

Art. 39. L'article 43/1, § 4, de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité, inséré par la loi du 4 février 2010 et modifié par les lois des 6 janvier 2014 et 30 mars 2017, est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

"L'article 357, § 2, du Code judiciaire s'applique également aux membres suppléants de la Commission."

CHAPITRE 12. — *Modifications de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs*

Art. 40. À l'article 10, § 3, alinéa 5 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "non indexés," sont abrogés;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante:

"Cette allocation de traitement annuelle est soumise à la règle de l'indexation et est liée à l'indice-pivot en vigueur au 1 avril 2020, soit 107,20."

Art. 41. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 23. La commission publie son règlement d'ordre intérieur sur son site web."

Art. 42. À l'article 43/4, § 5, 1°, de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010 et modifié par la loi du 7 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "à titre complémentaire" sont remplacés par les mots "à titre d'activité complémentaire strictement définie";

2° dans l'alinéa 2, les mots "les contours de l'activité complémentaire et" sont insérés entre les mots "Le Roi fixe" et les mots "les conditions spécifiques".

Art. 43. Article 43/8, § 1^{er}, alinéa 2 de la même loi, inséré par la loi du 7 mai 2019 et modifié par la loi du 7 mai 2019 est remplacé comme suit:

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer des critères d'exploitation distincts pour les licences supplémentaires par rapport aux licences octroyées pour l'exploitation des jeux de hasard dans le monde réel."

CHAPITRE 13. — *Modifications de la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux*

Art. 44. Dans le texte néerlandais de l'article 16, § 5, alinéa 2, de la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, inséré par la loi du 26 mars 2014, le mot "zij" est remplacé par le mot "dit".

Art. 45. Dans le texte néerlandais de l'article 18, § 1^{er} de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot "waarbij" est remplacé par le mot "die";

2° les mots "uitvoerbaar verklaart," sont insérés entre le mot "overdracht" et le mot "definitief".

2° in het derde lid wordt het woord "financiële" ingevoegd tussen het woord "over de" en het woord "hulp".

Art. 36. In artikel 42^{quater}, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse tekst van de tweede zin wordt het woord "demandes" vervangen door het woord "ordonnances";

2° in de vierde zin worden de woorden "het geschil" vervangen door de woorden "de aanvraag".

Art. 37. In artikel 42^{octies}, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019, worden in de Franse tekst de zinnen "Il est signé par le requérant ou par son avocat. Il peut également être déposé par voie électronique selon les modalités fixées par le Roi." vervangen door de zinnen "Elle est signée par le requérant ou par son avocat. Elle peut également être déposée par voie électronique selon les modalités fixées par le Roi..".

Art. 38. In artikel 42^{duodecies}, § 2, eerste zin, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019, wordt het woord "42^{decies}" vervangen door het woord "42^{undecies}".

HOOFDSTUK 11. — *Wijziging van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten*

Art. 39. Artikel 43/1, § 4, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, ingevoegd bij de wet van 4 februari 2010 en gewijzigd bij de wetten van 6 januari 2014 en 30 maart 2017, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Artikel 357, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek is tevens van toepassing op de plaatsvervangende leden van de Commissie."

HOOFDSTUK 12. — *Wijzigingen van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers*

Art. 40. In artikel 10, § 3, vijfde lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "niet geïndexeerd," worden opgeheven;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"Voor deze jaarlijkse weddetoelage geldt de indexeringsregeling en ze is verbonden aan de spilindex welke van toepassing was op 1 april 2020, zijnde 107,20."

Art. 41. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 23. De commissie publiceert haar intern reglement op haar website."

Art. 42. In artikel 43/4, § 5, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "bij wijze van nevenactiviteit" vervangen door de woorden "bij wijze van strikt omschreven nevenactiviteit";

2° in het tweede lid, worden de woorden "de omschrijving van de nevenactiviteit en" ingevoegd tussen de woorden "De Koning bepaalt" en de woorden "de nadere voorwaarden".

Art. 43. Artikel 43/8, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 7 mei 2019 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"De Koning kan, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, evenwel afzonderlijke exploitatiecriteria bepalen voor de aanvullende vergunningen ten aanzien van de vergunningen toegekend voor de exploitatie van de kansspelen in de reële wereld."

HOOFDSTUK 13. — *Wijzigingen van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafhof en de internationale straftribunalen*

Art. 44. In artikel 16, § 5, tweede lid, van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafhof en de internationale straftribunalen, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "dit".

Art. 45. In artikel 18, § 1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "waarbij" wordt vervangen door het woord "die";

2° de woorden "uitvoerbaar verklaart," worden ingevoegd tussen het woord "overdracht" en het woord "definitief".

Art. 46. Dans l'article 26, § 3, alinéa 1^{er} de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les mots "ou par la présidence, en application du Règlement de la Cour," sont insérés entre le mot "preuve," et le mot "et".

Art. 47. Dans l'article 28, § 2, alinéa 6 de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 48. À l'article 32 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "le ministre de la Justice" sont, chaque fois, remplacés par les mots "l'autorité centrale";

2° dans la première phrase, le mot "consulté" est remplacé par le mot "consultée".

3° dans le texte néerlandais de la deuxième phrase, les mots "Deze laatste" sont remplacés par les mots "De centrale autoriteit".

Art. 49. Dans l'article 50, § 4, alinéa 7 de la même loi, modifié par la loi du 26 mars 2014, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 50. Dans l'article 52 de la même loi, les mots "le ministre de la Justice" sont remplacés par les mots "l'autorité centrale".

Art. 51. Dans le texte néerlandais de l'article 53, § 3, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, le mot "zij" est remplacé par le mot "dit".

Art. 52. À l'article 55bis de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Les sommes d'argent, les biens mobiliers et immobiliers, ou le produit de leur vente, obtenus en exécution d'un arrêt du Tribunal, sont intégralement transférés au Tribunal à l'initiative du ministère public. Celui-ci informe l'autorité centrale de tout transfert au Tribunal en application du présent article.";

2° l'article est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Dans la mesure de ses compétences, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation assiste, à sa demande, le ministère public pour l'exécution du présent article.".

Art. 53. Dans l'article 62, § 4, alinéa 9 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2006 et modifié par la loi du 26 mars 2014, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 54. À l'article 63ter de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Les sommes d'argent, les biens mobiliers et immobiliers, ou le produit de leur vente, obtenus en exécution d'un arrêt du Tribunal, sont intégralement transférés au Tribunal à l'initiative du ministère public. Celui-ci informe l'autorité centrale de tout transfert au Tribunal en application du présent article.";

2° l'article est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Dans la mesure de ses compétences, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation assiste, à sa demande, le ministère public pour l'exécution du présent article.".

Art. 55. Dans l'article 68, § 4, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2006 et modifié par la loi du 26 mars 2014, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 56. À l'article 69bis de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Les sommes d'argent, les biens mobiliers et immobiliers, ou le produit de leur vente, obtenus en exécution d'un arrêt des Chambres extraordinaires, sont intégralement transférés aux Chambres extraordinaires à l'initiative du ministère public. Celui-ci informe l'autorité centrale de tout transfert aux Chambres extraordinaires en application du présent article.";

Art. 46. In artikel 26, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden "of wanneer het voorzitterschap een dergelijke beschikking heeft gewezen, met toepassing van het Huishoudelijk reglement van het Hof," ingevoegd tussen het woord "bewijsvoering," en het woord "en".

Art. 47. In artikel 28, § 2, zesde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 48. In artikel 32 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin worden de woorden "minister van Justitie" vervangen door de woorden "centrale autoriteit";

2° in de Franse tekst van de eerste zin wordt het woord "consulté" vervangen door het woord "consultée";

3° in de tweede zin worden de woorden "Deze laatste" vervangen door de woorden "De centrale autoriteit".

Art. 49. In artikel 50, § 4, zevende lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 50. In artikel 52 van dezelfde wet worden de woorden "minister van Justitie" vervangen door de woorden "centrale autoriteit".

Art. 51. In artikel 53, § 3, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "dit".

Art. 52. In artikel 55bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste zin wordt vervangen als volgt:

"De geldsommen, de roerende en onroerende goederen of de opbrengst van de verkoop ervan, verkregen ingevolge de tenuitvoerlegging van een arrest van het Tribunaal, worden integraal overdragen aan het Tribunaal op initiatief van het openbaar ministerie. Het stelt de centrale autoriteit in kennis van alle overdrachten aan het Tribunaal met toepassing van dit artikel.";

2° het artikel wordt aangevuld met een zin, luidende:

"Voor zover zijn bevoegdheden dit mogelijk maken, staat het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring het openbaar ministerie bij in de tenuitvoerlegging van dit artikel, indien het openbaar ministerie erom verzoekt.".

Art. 53. In artikel 62, § 4, negende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 54. In artikel 63ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste zin wordt vervangen als volgt:

"De geldsommen, de roerende en onroerende goederen of de opbrengst van de verkoop ervan, verkregen ingevolge de tenuitvoerlegging van een arrest van het Tribunaal, worden integraal overdragen aan het Tribunaal op initiatief van het openbaar ministerie. Het stelt de centrale autoriteit in kennis van alle overdrachten aan het Tribunaal met toepassing van dit artikel.";

2° het artikel wordt aangevuld met een zin, luidende:

"Voor zover zijn bevoegdheden dit mogelijk maken, staat het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring het openbaar ministerie bij in de tenuitvoerlegging van dit artikel, indien het openbaar ministerie erom verzoekt.".

Art. 55. In artikel 68, § 4, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 56. In artikel 69bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste zin wordt vervangen als volgt:

"De geldsommen, de roerende en onroerende goederen of de opbrengst van de verkoop ervan, verkregen ingevolge de tenuitvoerlegging van een arrest van de bijzondere kamers, worden integraal overdragen aan de bijzondere kamers op initiatief van het openbaar ministerie. Het stelt de centrale autoriteit in kennis van alle overdrachten aan de bijzondere kamers met toepassing van dit artikel.";

2° l'article est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Dans la mesure de ses compétences, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation assiste, à sa demande, le ministère public pour l'exécution du présent article."

Art. 57. Dans l'article 74, § 4, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 58. Dans le texte néerlandais de l'article 76, § 2, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, le mot "zij" est remplacé par le mot "dit".

Art. 59. À l'article 79 de la même loi, inséré par la loi du 26 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Les sommes d'argent, les biens mobiliers et immobiliers, ou le produit de leur vente, obtenus en exécution d'un arrêt du Tribunal, sont intégralement transférés au Tribunal à l'initiative du ministère public. Celui-ci informe l'autorité centrale de tout transfert au Tribunal en application du présent article.";

2° l'article est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Dans la mesure de ses compétences, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation assiste, à sa demande, le ministère public pour l'exécution du présent article."

Art. 60. Dans l'article 84, § 4, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 11 juillet 2018, le chiffre "45" est remplacé par le chiffre "29".

Art. 61. Dans le texte néerlandais de l'article 86, § 3, alinéa 7 de la même loi, inséré par la loi du 11 juillet 2018, le mot "zij" est remplacé par le mot "dit".

Art. 62. À l'article 90 de la même loi, inséré par la loi du 11 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Les sommes d'argent, les biens mobiliers et immobiliers, ou le produit de leur vente, obtenus en exécution d'un arrêt des Chambres spécialisées, sont intégralement transférés aux Chambres spécialisées à l'initiative du ministère public. Celui-ci informe l'autorité centrale de tout transfert aux Chambres spécialisées en application du présent article.";

2° l'article est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Dans la mesure de ses compétences, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation assiste, à sa demande, le ministère public pour l'exécution du présent article."

CHAPITRE 14. — *Modification de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus*

Art. 63. L'article 32 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, modifié par la loi du 5 mai 2019, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Le document d'identité présenté à l'entrée de la prison permettant d'identifier le visiteur peut être conservé en dépôt pendant la durée de la visite."

CHAPITRE 15. — *Modifications de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*

Art. 64. Dans l'article 2 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, modifié en dernier lieu par la loi du 20 février 2017, le 8° est remplacé par ce qui suit:

"8° le service compétent des Communautés: les services des Communautés compétents pour l'organisation et le contrôle de la surveillance électronique, pour le suivi et la guidance des personnes condamnées ainsi que pour l'assistance aux victimes."

2° het artikel wordt aangevuld met een zin, luidende:

"Voor zover zijn bevoegdheden dit mogelijk maken, staat het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring het openbaar ministerie bij in de tenuitvoerlegging van dit artikel, indien het openbaar ministerie erom verzoekt."

Art. 57. In artikel 74, § 4, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 58. In artikel 76, § 2, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "dit".

Art. 59. In artikel 79 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste zin wordt vervangen als volgt:

"De geldsommen, de roerende en onroerende goederen of de opbrengst van de verkoop ervan, verkregen ingevolge de tenuitvoerlegging van een arrest van het Tribunaal, worden integraal overdragen aan het Tribunaal op initiatief van het openbaar ministerie. Het stelt de centrale autoriteit in kennis van alle overdrachten aan het Tribunaal met toepassing van dit artikel.";

2° het artikel wordt aangevuld met een zin, luidende:

"Voor zover zijn bevoegdheden dit mogelijk maken, staat het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring het openbaar ministerie bij in de tenuitvoerlegging van dit artikel, indien het openbaar ministerie erom verzoekt."

Art. 60. In artikel 84, § 4, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2018, wordt het cijfer "45" vervangen door het cijfer "29".

Art. 61. In artikel 86, § 3, zevende lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2018, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "dit".

Art. 62. In artikel 90 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste zin wordt vervangen als volgt:

"De geldsommen, de roerende en onroerende goederen of de opbrengst van de verkoop ervan, verkregen ingevolge de tenuitvoerlegging van een arrest van de Gespecialiseerde Kamers, worden integraal overdragen aan de Gespecialiseerde Kamers op initiatief van het openbaar ministerie. Het stelt de centrale autoriteit in kennis van alle overdrachten aan de Gespecialiseerde Kamers met toepassing van dit artikel.";

2° het artikel wordt aangevuld met een zin, luidende:

"Voor zover zijn bevoegdheden dit mogelijk maken, staat het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring het openbaar ministerie bij in de tenuitvoerlegging van dit artikel, indien het openbaar ministerie erom verzoekt."

HOOFDSTUK 14. — *Wijziging van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden*

Art. 63. Artikel 32 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het identiteitsdocument dat bij toegang tot de gevangenis wordt voorgelegd met het oog op identificatie van de bezoeker, kan voor de duur van het bezoek in bewaring worden genomen."

HOOFDSTUK 15. — *Wijzigingen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten*

Art. 64. In artikel 2 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 februari 2017, wordt de bepaling onder 8° vervangen als volgt:

"8° de bevoegde dienaar van de Gemeenschappen: de diensten van de Gemeenschappen bevoegd voor de organisatie en de controle van het elektronisch toezicht, voor de opvolging en de begeleiding van veroordeelde personen evenals voor de bijstand aan slachtoffers."

Art. 65. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 2012, les mots "de l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "du service compétent des Communautés".

Art. 66. Dans l'article 8, alinéa 3, de la même loi, les mots "Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

Art. 67. L'article 10, § 2, alinéa 4, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2018, est complété par les mots "et, le cas échéant, des conditions imposées dans son intérêt".

Art. 68. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les mots "Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

Art. 69. Dans l'article 33, § 2, de la même loi, les mots "respectivement le Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice ou le Centre national de surveillance électronique" sont remplacés par les mots "le service compétent des Communautés".

Art. 70. À l'article 35 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, les mots "respectivement le Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice ou le Centre national de surveillance électronique" sont remplacés par les mots "le service compétent des Communautés";

2° dans le paragraphe 3, les mots "Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

Art. 71. Dans l'article 39 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 2°, les mots "à l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "au service compétent des Communautés";

2° dans le 3°, les mots "de l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "du service compétent des Communautés".

Art. 72. Dans l'article 42 de la même loi, les mots "L'assistant de justice ou, le cas échéant, le Centre national de surveillance électronique" sont remplacés par les mots "Le service compétent des Communautés".

Art. 73. À l'article 43 de la même loi, remplacé par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots "Service des maisons de Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés";

2° le paragraphe 2, alinéa 3, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi détermine le contenu de ce rapport d'information succinct et de cette enquête sociale."

Art. 74. À l'article 46, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° le quatrième tiret est remplacé comme suit:

"— au service des Communautés, compétent en matière de surveillance électronique, si la décision porte sur une surveillance électronique";

2° le paragraphe est complété par un cinquième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 75. Dans l'article 49/1, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 14 décembre 2012, les mots "juge de l'application des peines" sont remplacés par les mots "tribunal de l'application des peines".

Art. 76. À l'article 53 de la même loi, modifié par les lois des 14 décembre 2012 et 15 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 6, les mots "Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés";

Art. 65. In artikel 3, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 2012, wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 66. In artikel 8, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden "Dienst Justitiehuzen van de federale overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 67. Artikel 10, § 2, vierde lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, wordt aangevuld met de woorden "en, in voorkomend geval, van de voorwaarden die in zijn belang zijn opgelegd".

Art. 68. In artikel 17, § 1, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "Dienst Justitiehuzen van de federale overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 69. In artikel 33, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "respectievelijk de Dienst Justitiehuzen van de federale overheidsdienst Justitie of het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht" vervangen door de woorden "de bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 70. In artikel 35 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "respectievelijk de Dienst Justitiehuzen van de federale overheidsdienst Justitie of het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht" vervangen door de woorden "de bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "Dienst Justitiehuzen van de Federale Overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 71. In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 2° wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° in de bepaling onder 3° wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 72. In artikel 42 van dezelfde wet worden de woorden "justitieassistent, of in voorkomend geval het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht," vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 73. In artikel 43 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "Dienst Justitiehuzen" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° paragraaf 2, derde lid, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning bepaalt de inhoud van dat beknopt voorlichtingsrapport en van die maatschappelijke enquête."

Art. 74. In artikel 46, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde streepje wordt vervangen als volgt:

"— aan de dienst van de Gemeenschappen, bevoegd voor het elektronisch toezicht, ingeval de beslissing betrekking heeft op een elektronisch toezicht";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidende:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 75. In artikel 49/1, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 december 2012, wordt het woord "strafuitvoeringsrechter" vervangen door het woord "strafuitvoeringsrechtbank".

Art. 76. In artikel 53 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 14 december 2012 en 15 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zesde lid worden de woorden "Dienst Justitiehuzen van de Federale Overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° dans l'alinéa 7, les mots "Service des Maisons de justice" sont remplacés par les mots "service compétents des Communautés".

Art. 77. À l'article 55 de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016 les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 2°, les mots "à l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "au service compétent des Communautés";

2° dans le 3°, les mots "de l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "du service compétent des Communautés".

Art. 78. À l'article 58, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° le quatrième tiret est remplacé comme suit:

"— au service des Communautés, compétent en matière de surveillance électronique, si la décision porte sur une surveillance électronique;"

2° le paragraphe est complété par un cinquième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 79. L'article 59 de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016 et partiellement annulé par l'arrêt n° 148/2017 de la Cour constitutionnelle, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les articles 64, 67, 68 et 70 s'appliquent."

Art. 80. À l'article 62, de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 2006 et 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1° la deuxième phrase du paragraphe 1^{er} est remplacée par ce qui suit:

"Le service compétent des Communautés est chargé du suivi et du contrôle:

1° du programme et du contenu concret de la détention limitée ou de la surveillance électronique;

2° des conditions particulières individualisées imposées au condamné par le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines.;"

2° dans le paragraphe 2, les mots "l'assistant de justice, ou le cas échéant le Centre national de surveillance électronique, convoque" sont remplacés par les mots "le service compétent des Communautés, contacte";

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, et dans le mois de l'octroi de la modalité d'exécution de la peine, le service compétent des Communautés fait rapport au juge de l'application des peines ou au tribunal de l'application des peines sur le condamné, puis chaque fois qu'il l'estime utile ou que le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines l'y invite, et au moins une fois tous les six mois. Ce rapport contient toutes les informations relatives au condamné dont dispose le service compétent des Communautés et qui sont pertinentes pour le tribunal de l'application des peines ou le juge de l'application des peines. Le rapport contient au moins:

1° des informations sur le programme et le contenu concret de la détention limitée ou de la surveillance électronique ainsi que la mesure dans laquelle celles-ci sont respectées;

2° une énumération de toutes les conditions particulières individualisées imposées au condamné, ainsi que la mesure dans laquelle celles-ci sont respectées.

Le cas échéant, le service compétent des Communautés propose les mesures qu'il juge nécessaires.

Les communications entre le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines et le service compétent des Communautés donnent lieu à des rapports dont une copie est adressée au ministère public.;"

4° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "qu'à l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "qu'au service compétent des Communautés".

2° in het zevende lid worden de woorden "Dienst Justitiehuisen" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 77. In artikel 55 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 2° wordt het woord "justitieassistent," vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° in de bepaling onder 3° wordt het woord "justitieassistent," vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 78. In artikel 58, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde streepje wordt vervangen als volgt:

"— aan de dienst van de Gemeenschappen, bevoegd voor het elektronisch toezicht, ingeval de beslissing betrekking heeft op een elektronisch toezicht;"

2° de paragraaf wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidende:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 79. Artikel 59 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016 en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest nr. 148/2017 van het Grondwettelijk Hof, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De artikelen 64, 67, 68 en 70 zijn van toepassing."

Art. 80. In artikel 62, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006 en 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de tweede zin vervangen als volgt:

"De bevoegde dienst van de Gemeenschappen is belast met de opvolging van en het toezicht op:

1° het programma en de concrete invulling van de beperkte detentie of het elektronisch toezicht;

2° de geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden die door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank aan de veroordeelde opgelegd zijn.;"

2° in paragraaf 2 worden de woorden "roept de justitieassistent, of in voorkomend geval het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht, onmiddellijk na het uitvoerbaar worden van de beslissing tot toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit, de veroordeelde op" vervangen door de woorden "contacteert de bevoegde dienst van de Gemeenschappen, onmiddellijk na het uitvoerbaar worden van de beslissing tot toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit, de veroordeelde";

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1 brengt de bevoegde dienst van de Gemeenschappen binnen een maand na de toekenning van de strafuitvoeringsmodaliteit verslag uit over de veroordeelde aan de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank, en verder telkens hij het nuttig acht of wanneer de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank hem erom verzoekt en ten minste om de zes maanden. Dit verslag bevat alle voor de strafuitvoeringsrechtbank of de strafuitvoeringsrechter relevante informatie met betrekking tot de veroordeelde waarover de bevoegde dienst van de Gemeenschappen beschikt. Het verslag bevat ten minste:

1° informatie over het programma en de concrete invulling van de beperkte detentie of het elektronisch toezicht en de mate waarin die in acht worden genomen;

2° een opsomming van alle aan de veroordeelde opgelegde geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden alsook de mate waarin die in acht worden genomen.

De bevoegde dienst van de Gemeenschappen stelt in voorkomend geval, de maatregelen voor die hij nuttig acht.

De mededelingen tussen de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank en de bevoegde dienst van de Gemeenschappen gebeuren in de vorm van verslagen, die in afschrift aan het openbaar ministerie worden overgezonden.;"

4° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 81. À l'article 64 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 4°, les mots "de l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "du service compétent des Communautés";

2° dans le 5°, les mots "à l'assistant de justice" sont remplacés par les mots "au service compétent des Communautés";

3° dans le 6°, les mots "ou le contenu concret" sont insérés entre les mots "du contenu concret et" et les mots "de la détention limitée" et les mots "en ce compris le respect de l'horaire," sont insérés entre les mots "surveillance électronique," et les mots "comme déterminé".

Art. 82. À l'article 68, § 7, de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° le quatrième tiret est remplacé comme suit:

"— au service des Communautés, compétent en matière de surveillance électronique, si la décision porte sur une surveillance électronique;"

2° le paragraphe est complété par un cinquième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 83. Dans l'article 71, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 5 février 2016, les mots "deux ans" sont remplacés par les mots "un an".

Art. 84. L'article 74, § 4, de la même loi, remplacé par la loi du 5 février 2016, est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 85. Dans l'article 75/1 de la même loi, inséré par la loi du 5 février 2016, les mots "l'assistant de justice" sont à chaque fois remplacés par les mots "le service compétent des Communautés" et les mots "les assistants de justice" sont remplacés par les mots "le service compétent des Communautés".

Art. 86. L'article 78, § 6, de la même loi, modifié par la loi du 5 février 2016, est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 87. Dans l'article 88, § 4, de la même loi, les mots "Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

Art. 88. Dans l'article 90, § 2, de la même loi, les mots "Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

Art. 89. L'article 95/7, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007 et modifié par la loi du 5 février 2016, est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit:

"— au directeur de la maison de justice du lieu de résidence de la victime s'il y a des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime."

Art. 90. À l'article 95/12, § 2 de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007 et modifié par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots "Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice" sont remplacés par les mots "service compétent des Communautés".

3° l'alinéa 2 est complété par une phrase rédigée comme suit:

"Le Roi détermine le contenu de ce rapport d'information succinct et de cette enquête sociale."

Art. 91. Dans l'article 95/30, § 6 de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007 et modifié par les lois des 15 décembre 2013 et 5 février 2016, le troisième tiret est remplacé comme suit:

"— le cas échéant, au service compétent des Communautés."

Art. 92. Dans l'article 109 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 16 mars 2021, les mots "et au plus tard le 1^{er} décembre 2021" sont remplacés par les mots "et au plus tard le 1^{er} juin 2022".

Art. 81. In artikel 64 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 4° wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

2° in de bepaling onder 5° wordt het woord "justitieassistent" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen";

3° in de bepaling onder 6°, worden de woorden "of de concrete invulling" ingevoegd tussen de woorden "van de concrete invulling" en de woorden "van de beperkte detentie" en worden de woorden "met inbegrip van de naleving van het uurrooster," ingevoegd tussen de woorden "elektronisch toezicht," en de woorden "zoals bepaald".

Art. 82. In artikel 68, § 7, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde streepje wordt vervangen als volgt:

"— aan de dienst van de Gemeenschappen, bevoegd voor het elektronisch toezicht, ingeval de beslissing betrekking heeft op een elektronisch toezicht;"

2° de paragraaf wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidende:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 83. In artikel 71, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de woorden "twee jaar" vervangen door de woorden "een jaar".

Art. 84. Artikel 74, § 4, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 februari 2016; wordt aangevuld met een vierde streepje, luidende:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 85. In artikel 75/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 februari 2016, wordt het woord "justitieassistent" telkens vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen" en wordt het woord "justitieassistenten" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 86. Artikel 78, § 6, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, wordt aangevuld met een vierde streepje, luidende:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 87. In artikel 88, § 4, van dezelfde wet worden de woorden "Dienst Justitiehuisen van de federale overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 88. In artikel 90, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "Dienst Justitiehuisen van de federale overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

Art. 89. Artikel 95/7, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, wordt aangevuld met een vierde streepje, luidend als volgt:

"— aan de directeur van het justitiehuis van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd."

Art. 90. In artikel 95/12, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "Dienst Justitiehuisen van de federale overheidsdienst Justitie" vervangen door de woorden "bevoegde dienst van de Gemeenschappen".

3° het tweede lid wordt aangevuld met een zin, luidende:

"De Koning bepaalt de inhoud van dat beknopt voorlichtingsrapport en van die maatschappelijke enquête."

Art. 91. In artikel 95/30, § 6, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 15 december 2013 en 5 februari 2016, wordt het derde streepje vervangen als volgt:

"— aan de bevoegde dienst van de Gemeenschappen."

Art. 92. In artikel 109 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 maart 2021, worden de woorden "en uiterlijk op 1 december 2021" vervangen door de woorden "en uiterlijk op 1 juni 2022".

CHAPITRE 16. — *Modification de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes*

Art. 93. À l'article 19 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, modifié par les lois des 25 juillet 2008, 7 janvier 2018 et 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, 5°, troisième phrase, les mots "ou de son délégué" sont insérés entre les mots "ministre de la Justice" et les mots "des armes en vente libre";

2° l'alinéa 1^{er} est complété par le 8° rédigé comme suit:

"8° d'acquérir une arme détenue en Belgique en violation de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution."

CHAPITRE 17. — *Modifications de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne*

Art. 94. L'intitulé du Chapitre II de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne est remplacé par ce qui suit:

"Chapitre II. Champs d'application"

Art. 95. L'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 26 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. Dans les relations qu'entretient la Belgique avec d'autres États membres de l'Union européenne, liés par les décisions-cadres 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve, 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation et 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, la présente loi régit les modalités de reconnaissance et d'exécution des décisions prises en raison d'infractions par une autorité compétente selon le droit de l'État d'émission, et les modalités à respecter par les autorités belges pour la transmission de pareilles décisions à l'autorité compétente dans d'autres États membres de l'Union européenne en vue de la reconnaissance et de l'exécution de celles-ci.

§ 2. Dans les relations qu'entretient la Belgique avec d'autres États membres de l'Union européenne, liés par le règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation, les décisions de gel et les décisions de confiscation sont émises, reconnues et exécutées conformément au règlement précité et aux articles 2/1 5°, 10, 12 § 1^{er}, § 1^{er}/1, § 1/2 et § 4, 13, 14, 15, 16, 28, 30, §§ 1^{er} à 3 et §§ 5 à 8, 33, 37, 38, 39 et 40 de la présente loi.

§ 3. La présente loi ne s'applique pas à la saisie d'éléments de preuve à la demande des autorités belges ou des autorités compétentes des États membres de l'Union européenne liés par la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale."

Art. 96. Dans la même loi, il est inséré un chapitre II/1, comprenant l'article 2/1 existant, intitulé comme suit: "Définitions".

Art. 97. Dans l'article 2/1 de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandophone de l'alinéa 1^{er}, les mots "In de zin" sont remplacés par les mots "Voor de toepassing";

2° dans le texte néerlandais du 1°, le mot "Beslissingsstaat" est remplacé par les mots "Uitvaardigende staat of beslissingsstaat";

3° dans le texte néerlandais du 4°, les mots "of bevroezingsbevel" sont insérés après les mots "Beslissing tot inbeslagneming";

4° il est inséré un 4/1° rédigé comme suit:

"4/1° Saisie préalable: la saisie de biens visant à garantir l'exécution de la confiscation qui précède la décision des autorités belges relative à la reconnaissance et à l'exécution de la décision de confiscation dans les relations qu'entretient la Belgique avec tout autre État membre";

5° le 7° est remplacé par ce qui suit:

"7° Confiscation: confiscation au sens des articles 42, 43, 43bis, 43ter et 43quater du Code pénal ainsi que confiscations prévues par le Code pénal et les lois particulières. Cela comprend également la confiscation visée au considérant 13 du règlement UE 2018/1805 sur la base duquel l'exécution d'une décision de confiscation par l'État d'exécution est

HOOFDSTUK 16. — *Wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens*

Art. 93. In artikel 19 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, gewijzigd bij de wetten van 25 juli 2008, 7 januari 2018 en 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid, 5°, derde zin, wordt aangevuld met de woorden "of van zijn gemachtigde";

2° het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 8°, luidende:

"8° een wapen te verwerven dat in België wordt voorhanden gehouden in strijd met deze wet of met haar uitvoeringsbesluiten."

HOOFDSTUK 17. — *Wijzigingen van de wet van 5 augustus 2006 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning van rechterlijke beslissingen in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie*

Art. 94. Het opschrift van hoofdstuk II van de wet van 5 augustus 2006 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning van rechterlijke beslissingen in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie, wordt vervangen als volgt:

"Hoofdstuk II. Toepassingsgebied"

Art. 95. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 november 2011, wordt vervangen als volgt:

"§ 1. In de betrekkingen van België met andere lidstaten van de Europese Unie die gebonden zijn door de Kaderbesluiten 2003/577/JBZ van de Raad van 22 juli 2003 inzake de tenuitvoerlegging in de Europese Unie van beslissingen tot bevoezing van voorwerpen of bewijsstukken, 2006/783/JBZ van de Raad van 6 oktober 2006 inzake de toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning op beslissingen tot confiscatie en 2005/214/JBZ van de Raad van 24 februari 2005 inzake de toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning op geldelijke sancties, regelt deze wet de wijze waarop beslissingen, genomen wegens strafbare feiten door een autoriteit die bevoegd is volgens het recht van de beslissingsstaat, dienen erkend en uitgevoerd te worden, en de wijze waarop zulke beslissingen door de Belgische autoriteiten dienen te worden overgezonden aan de bevoegde autoriteit in andere lidstaten van de Europese Unie met het oog op hun erkenning en tenuitvoerlegging.

§ 2. In de relaties van België met andere lidstaten van de Europese Unie die gebonden zijn door Verordening (EU) 2018/1805 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 inzake de wederzijdse erkenning van bevoezingsbevelen en confiscatiebevelen, worden bevoezingsbevelen en confiscatiebevelen uitgevaardigd, erkend en ten uitvoer gelegd onvereenkomstig voormelde verordening en de artikelen 2/1, 5°, 10, 12 § 1, § 1/1, § 1/2 en § 4, 13, 14, 15, 16, 28, 30, §§ 1 tot 3 en §§ 5 tot 8, 33, 37, 38, 39 en 40 van deze wet.

§ 3. Deze wet is niet van toepassing op de inbeslagneming van bewijsmateriaal op verzoek van de Belgische autoriteiten of de bevoegde autoriteiten van de lidstaten van de Europese Unie die gebonden zijn door Richtlijn 2014/41/EU van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 betreffende het Europees onderzoeksbevel in strafzaken."

Art. 96. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, dat het bestaande artikel 2/1 bevat, luidende "Definities".

Art. 97. In artikel 2/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "In de zin" vervangen door de woorden "Voor de toepassing";

2° in de bepaling onder 1° wordt het woord "Beslissingsstaat" vervangen door de woorden "Uitvaardigende staat of beslissingsstaat";

3° in de bepaling onder 4° worden de woorden "of bevroezingsbevel" ingevoegd na de woorden "Beslissing tot inbeslagneming";

4° er wordt een bepaling onder 4/1° ingevoegd, luidende:

"4/1° Voorafgaande inbeslagneming: de inbeslagneming van goederen tot zekerheid van de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring die voorafgaat aan de beslissing van de Belgische autoriteiten aangaande de erkenning en de tenuitvoerlegging van de beslissing tot verbeurdverklaring in de betrekkingen van België met iedere andere lidstaat";

5° de bepaling onder 7° wordt vervangen als volgt:

"7° Verbeurdverklaring: verbeurdverklaringen in de zin van de artikelen 42, 43, 43bis, 43ter en 43quater van het Strafwetboek alsook de in het Strafwetboek en de bijzondere wetten bedoelde verbeurdverklaringen. Dit omvat eveneens de confiscaties bedoeld in de zin van overweging 13 van Verordening (EU) 2018/1805 op grond waarvan de

obligatoire, même si aucune condamnation définitive ne sous-tend cette décision de confiscation;”;

6° le 8° est complété par les mots “ou de son équivalent”.

Art. 98. Dans la même loi, il est inséré un chapitre II/2, comprenant les articles 3 à 5 existants, intitulé “Principes généraux”.

Art. 99. Dans l’article 4 de la même loi, modifié par la loi du 26 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, les mots “décision judiciaire” sont remplacés par le mot “décision”;

2° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit:

“§ 3/1. Toutes les mesures coercitives additionnelles nécessaires à l’exécution de la décision et autorisées par le droit belge peuvent être prises.”.

Art. 100. Dans l’intitulé du Chapitre III de la même loi, le mot “générales” est abrogé.

Art. 101. Dans le chapitre III de la même loi, il est inséré une section 1^{re}, comprenant les articles 6 et 7 existants, intitulée “Causes de refus générales”.

Art. 102. Dans l’article 6 de la même loi, modifié par les lois des 26 novembre 2011 et 15 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot “judiciaire” est abrogé;

2° dans le paragraphe 1^{er}, le mot “est” est remplacé par les mots “peut être”.

3° le paragraphe 2, 8°, est remplacé par ce qui suit:

“8° Fraude, y compris la fraude et les autres infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union définies dans la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union au moyen du droit pénal,”.

Art. 103. Dans l’article 7, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 26 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot “judiciaire” est abrogé;

2° le mot “est” est remplacé par les mots “peut être”.

Art. 104. Dans le chapitre III de la même loi, il est inséré une section 2, comprenant les articles 7/1 à 7/4, intitulée “Causes de refus particulières”.

Art. 105. L’article 7/1 de la même loi est renuméroté article 7/2.

Art. 106. Dans la même section 2, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit:

“Art. 7/1. Dans le cas où la saisie a été ordonnée en vue d’une confiscation ultérieure du bien, l’exécution de la saisie peut être refusée si, hors les cas visés à l’article 6, § 2, les faits ne peuvent entraîner une peine de confiscation en vertu du droit belge.”.

Art. 107. Dans la même section 2, il est inséré un article 7/3 rédigé comme suit:

“Art. 7/3. L’exécution de la confiscation peut également être refusée dans les cas suivants:

1° les droits de toute partie intéressée, y compris les tiers de bonne foi, rendent impossible l’exécution de la décision;

2° la décision de confiscation, de l’avis de l’autorité judiciaire d’exécution, a été rendue en vertu d’un pouvoir de confiscation élargi qui va au-delà de la possibilité prévue à l’article 43^{quater}, §§ 1 à 3, du Code pénal. Toutefois, la décision de confiscation est exécutée dans les limites autorisées par la législation belge.”.

Art. 108. Dans la même section 2, il est inséré un article 7/4 rédigé comme suit:

“Art. 7/4. § 1^{er}. L’exécution de la sanction pécuniaire peut également être refusée lorsque la décision a été rendue à l’égard d’une personne physique qui, au regard du droit belge, ne pouvait pas, en raison de son âge, être pénalement responsable des faits en raison desquels la décision a été rendue.

tenuitvoerlegging van een confiscatiebevel door de tenuitvoerleggingsstaat verplicht is, ook wanneer aan de basis van dit confiscatiebevel geen definitieve veroordeling ligt;”;

6° de bepaling onder 8° wordt aangevuld met de woorden “of het equivalent daarvan”.

Art. 98. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/2 ingevoegd, dat de bestaande artikelen 3 tot 5 bevat, luidende “Algemene beginselen”.

Art. 99. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “rechterlijke beslissing” vervangen door het woord “beslissing”;

2° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:

“§ 3/1. Alle aanvullende dwangmaatregelen die noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van de beslissing en die toegelaten zijn door het Belgische recht kunnen worden genomen.”.

Art. 100. In het opschrift van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt het woord “Algemene” opgeheven.

Art. 101. In hoofdstuk III van dezelfde wet wordt een afdeling 1 ingevoegd, die de bestaande artikelen 6 en 7 bevat, luidende: “Algemene weigeringsgronden”.

Art. 102. In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 26 november 2011 en 15 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het woord “rechterlijke” opgeheven;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “wordt geweigerd” vervangen door de woorden “kan geweigerd worden”.

3° paragraaf 2, 8°, wordt vervangen als volgt:

“8° Fraude, met inbegrip van fraude en andere strafbare feiten die de belangen van de Unie schaden zoals gedefinieerd in Richtlijn (EU) 2017/1371 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2017 betreffende de strafrechtelijke bestrijding van fraude die de financiële belangen van de Unie schaadt,”.

Art. 103. In artikel 7, paragraaf 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “rechterlijke” wordt opgeheven;

2° de woorden “wordt geweigerd” worden vervangen door de woorden “kan geweigerd worden”.

Art. 104. In hoofdstuk III van dezelfde wet wordt een afdeling 2 ingevoegd, die de artikelen 7/1 tot 7/4 bevat, luidende “Bijzondere weigeringsgronden”.

Art. 105. Artikel 7/1 van dezelfde wet wordt vernummerd tot artikel 7/2.

Art. 106. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 7/1. Ingeval de inbeslagneming met het oog op de latere verbeurdverklaring van het goed is bevolen, kan de tenuitvoerlegging van de inbeslagneming worden geweigerd indien, behoudens de gevallen bedoeld in artikel 6, § 2, de feiten volgens het Belgische recht geen beslissing tot verbeurdverklaring met zich mee kunnen brengen.”.

Art. 107. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 7/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 7/3. De tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring mag ook worden geweigerd indien:

1° de rechten van enige belanghebbende partij, met inbegrip van derden te goeder trouw, de tenuitvoerlegging van het bevel onmogelijk maken;

2° de beslissing tot verbeurdverklaring, naar de mening van de uitvoerende rechterlijke autoriteit, gegeven werd krachtens een veruimde bevoegdheid tot verbeurdverklaring die de mogelijkheid bedoeld in artikel 43^{quater}, §§ 1 tot 3, van het Strafwetboek te boven gaat. De beslissing tot verbeurdverklaring wordt evenwel ten uitvoer gelegd binnen de door de Belgische wetgeving toegestane grenzen.”.

Art. 108. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 7/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 7/4. § 1. De tenuitvoerlegging van de geldelijke sanctie kan ook geweigerd worden indien de beslissing is gegeven tegen een natuurlijk persoon die naar Belgisch recht vanwege zijn leeftijd nog niet strafrechtelijk verantwoordelijk gesteld kon worden voor de feiten waarvoor de beslissing gegeven werd.

§ 2. L'exécution de la sanction pécuniaire peut également être refusée dans les cas suivants:

1° si selon le certificat visé à l'article 3, l'intéressé, dans le cas d'une procédure écrite, n'a pas été informé, conformément à la législation de l'État d'émission, personnellement ou par le biais d'un représentant compétent en vertu de cette législation, de son droit de former un recours et du délai pour le faire;

2° selon le certificat visé à l'article 3, l'intéressé n'a pas comparu en personne, sauf si le certificat indique que l'intéressé, après avoir été expressément informé des procédures et de la possibilité de comparaître en personne, a expressément renoncé à son droit à une procédure orale et expressément signalé qu'il ne contestait pas l'affaire;

3° si le montant de la sanction pécuniaire est inférieur à septante euros ou à un montant équivalent."

Art. 109. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 10. L'Organe central pour la saisie et la confiscation peut prêter assistance, si elles en font la demande, aux autorités judiciaires compétentes pour l'exécution de la présente loi."

Art. 110. Dans le chapitre IV de la même loi, la section 1^{re}, comprenant l'article 11, est abrogée.

Art. 111. À l'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 19 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er}/1 est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}/1. Le parquet fédéral est habilité à recevoir un mandat de saisie, et plus particulièrement dans les cas suivants:

1° extrême urgence;

2° un certificat de gel ayant pour objet l'exécution du gel d'un bien dont la localisation n'a pas été spécifiée en Belgique; ou

3° nécessité de coordination de l'exécution du certificat de gel."

2° il est inséré un paragraphe 1^{er}/2, rédigé comme suit:

"§ 1^{er}/2. Après réception d'une décision de saisie émanant d'un État membre de l'Union européenne, le procureur du Roi saisit immédiatement le juge d'instruction du lieu où sont situés les biens visés ou la majeure partie d'entre eux.

Le juge d'instruction statue sur la reconnaissance et l'exécution de la saisie si possible sans délai après sa saisine et, si un gel immédiat a été demandé par l'autorité d'émission, dans les quarante-huit heures pour la décision relative à la reconnaissance et ensuite, dans les quarante-huit heures pour l'exécution de la mesure."

3° dans le paragraphe 2, 2°, le chiffre "11" est remplacé par le chiffre "7/1".

Art. 112. Dans l'article 15, § 1^{er}, de la même loi, les mots "énumérées à l'article 12, § 2, de la présente loi", sont abrogés.

Art. 113. Dans le chapitre V de la même loi, la section 1^{re}, comprenant l'article 19, insérée par la loi du 26 novembre 2011, est abrogée.

Art. 114. Dans la section 2 du chapitre V de la même loi, il est inséré un article 19 rédigé comme suit:

"Art. 19. Le Service public fédéral Justice assiste les autorités judiciaires compétentes dans la réception et la transmission administrative des certificats concernant les sanctions pécuniaires en vertu de la présente loi."

Art. 115. À l'article 20 de la même loi, inséré par la loi du 19 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 2, 2°, les mots "7/1 et 19" sont remplacés par les mots "7/2 et 7/4";

2° au paragraphe 3, les mots "7/1, 1° ou 3° ou de l'article 19, § 2" sont remplacés par les mots "7/2, 1° ou 3°, ou de l'article 7/4, § 2, 1° ou 2°";

3° une phrase est insérée avant la première phrase du paragraphe 4, rédigée comme suit:

"Le délai de prescription est suspendu pour un délai de six mois à compter de la réception de la sanction pécuniaire."

§ 2. De tenuitvoerlegging van de geldelijke sanctie kan eveneens in de volgende gevallen worden geweigerd:

1° indien volgens het in artikel 3 bedoelde certificaat, in het geval van een schriftelijke procedure, de betrokkene niet in overeenstemming met de wetgeving van de uitvaardigende staat persoonlijk of door toedoen van een naar dat recht bevoegde vertegenwoordiger in kennis is gesteld van zijn recht om een beroep in te leiden en de termijn waarbinnen dit moet gebeuren;

2° indien volgens het in artikel 3 bedoelde certificaat de betrokkene niet persoonlijk is verschenen, behalve indien het certificaat aangeeft dat de betrokkene, na uitdrukkelijk te zijn ingelicht over de procedures en de mogelijkheid om persoonlijk te verschijnen, uitdrukkelijk heeft afgezien van zijn recht op een mondelinge procedure en uitdrukkelijk te kennen heeft gegeven dat hij de zaak niet betwistte;

3° de geldelijke sanctie minder bedraagt dan zeventig euro of het equivalent van dat bedrag."

Art. 109. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. Het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring kan bijstand verlenen aan de gerechtelijke autoriteiten bevoegd voor de tenuitvoerlegging van deze wet, indien ze erom verzoeken."

Art. 110. In hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt afdeling 1, die artikel 11 bevat, opgeheven.

Art. 111. In artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1/1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1/1. Het federaal parket is bevoegd voor het ontvangen van een bevel tot inbeslagneming en in het bijzonder in geval van:

1° hoogdringendheid;

2° een bevroeringsbevel met als voorwerp het uitvoeren van een bevroering van een goed waarvan de locatie niet nader gespecificeerd wordt in België; of

3° een nood aan coördinatie van de tenuitvoerlegging van het bevroeringsbevel";

2° een paragraaf 1/2 wordt ingevoegd, luidende:

"§ 1/2. Na ontvangst van een beslissing tot inbeslagneming van een lidstaat van de Europese Unie, vordert de procureur des Konings de onderzoeksrechter van de plaats waar de bedoelde goederen of de meerderheid van deze goederen zich bevinden.

De onderzoeksrechter beslist zo mogelijk onverwijld na de aanhangig making over de erkenning en tenuitvoerlegging van de inbeslagneming en indien een onmiddellijke bevroering gevraagd is door de uitvaardigende autoriteit, binnen achtenveertig uur over de erkenning en nadien binnen achtenveertig uur over de tenuitvoerlegging van de maatregel."

3° in paragraaf 2, 2°, wordt het cijfer "11" vervangen door het cijfer "7/1".

Art. 112. In artikel 15, § 1, van dezelfde wet worden de woorden "opgesomd in artikel 12, § 2, van deze wet" opgeheven.

Art. 113. In hoofdstuk V van dezelfde wet, wordt afdeling 1, die artikel 19 bevat, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, opgeheven.

Art. 114. In afdeling 2 van hoofdstuk V van dezelfde wet wordt een artikel 19 ingevoegd, luidende:

"Art. 19. De Federale Overheidsdienst Justitie staat de bevoegde gerechtelijke autoriteiten administratief bij in het ontvangen en het versturen van de certificaten inzake geldelijke sancties krachtens deze wet."

Art. 115. In artikel 20 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden "7/1, en 19" vervangen door de woorden "7/2, en 7/4";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "7/1, 1° of 3°, of van artikel 19, § 2" vervangen door de woorden "7/2, 1° of 3°, of van artikel 7/4, § 2, 1° of 2°";

3° vóór de eerste zin van paragraaf 4 wordt een zin ingevoegd, luidende:

"De verjaringstermijn van de geldboete wordt geschorst voor een periode van zes maanden vanaf de ontvangst van de geldelijke sanctie."

Art. 116. À l'article 21 de la même loi, inséré par la loi du 19 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 3, les mots "le procureur du Roi" sont remplacés par les mots "le Service public fédéral Justice";

2° au paragraphe 4, les mots "ou par envoi recommandé" sont insérés entre les mots "judiciaire" et "de la décision";

3° au paragraphe 5, une phrase est insérée entre la première et la seconde phrase, rédigée comme suit:

"Le greffe avertit sans délai le procureur du Roi de l'existence d'un recours et de la date de l'audience."

Art. 117. Dans l'article 24, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2011, les mots "procureur du Roi" sont remplacés par les mots "Service public fédéral Justice".

Art. 118. Dans l'article 27, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "une autorité de l'État d'émission" sont remplacés par les mots "l'autorité belge";

2° la deuxième phrase est abrogée.

Art. 119. L'article 28 de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 28. L'Organe central pour la saisie et la confiscation peut prêter assistance, si elles en font la demande, aux autorités judiciaires compétentes pour l'exécution de la présente loi."

Art. 120. Dans le chapitre VI de la même loi, la section 1^{re}, comprenant l'article 29, insérée par la loi du 26 novembre 2011, est abrogée.

Art. 121. Dans le chapitre VI, section 2, de la même loi, il est inséré une sous-section 1^{re} intitulée "Saisie préalable".

Art. 122. Dans la sous-section 1^{re}, insérée par l'article 121, il est inséré un article 29 rédigé comme suit:

"Art. 29. § 1. En cas de risque de disparition des biens qui peuvent être confisqués, le procureur du Roi peut rendre une décision de saisie préalable conformément au droit belge. Les conditions suivantes doivent être remplies avant qu'une saisie préalable puisse être effectuée:

1° l'autorité d'émission a émis une décision de confiscation mais n'a pas émis de décision de gel;

2° le procureur du Roi informe l'autorité de l'État d'émission sans tarder de son intention de procéder à la saisie préalable du bien qui fait l'objet d'une décision de confiscation dans l'État d'émission par tout moyen permettant de laisser une trace écrite.

§ 2. Par dérogation à l'article 28octies du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi n'autorise pas l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation de procéder à l'aliénation des biens ou à les restituer moyennant le paiement d'une somme d'argent.

§ 3. En cas de refus d'exécution de la décision de confiscation, le procureur du Roi informe sans délai l'autorité compétente de sa décision d'accorder la levée de l'acte relatif au bien."

Art. 123. Dans le chapitre VI, section 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2012, il est inséré une sous-section 2, comprenant les articles 30 à 37 existants, intitulée "Procédure d'exécution de la confiscation".

Art. 124. L'article 30 de la même loi, inséré par la loi du 19 mars 2012, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 30. § 1^{er}. Pour l'exécution de la confiscation de biens faisant déjà l'objet d'une procédure de saisie en Belgique, le procureur du Roi compétent est celui du lieu où la saisie visée a été pratiquée.

Pour l'exécution de la confiscation de biens qui ne font pas encore partie d'une procédure de saisie au niveau de la Belgique, le procureur du Roi compétent est celui du lieu où sont situés les biens ou la majorité de ces biens visés.

§ 2. Lorsque le procureur du Roi décide de ne pas exécuter la demande, cette décision est définitive.

Art. 116. In artikel 21 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 worden de woorden "de procureur des Konings" vervangen door de woorden "de Federale Overheidsdienst Justitie";

2° in paragraaf 4 worden de woorden "of per aangetekende zending" ingevoegd tussen de woorden "gerechtsbrief" en "van zijn beslissing";

3° in paragraaf 5 wordt tussen de eerste en de tweede zin een zin ingevoegd, luidende:

"De griffie stelt de procureur des Konings onmiddellijk op de hoogte van het bestaan van een rechtsmiddel en de datum van de zitting."

Art. 117. In artikel 24, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, worden de woorden "procureur des Konings" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Justitie".

Art. 118. In artikel 27, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "een autoriteit van de beslissingsstaat" worden vervangen door de woorden "de Belgische autoriteit";

2° de tweede zin wordt opgeheven.

Art. 119. Artikel 28 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, wordt vervangen als volgt:

"Art. 28. Het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring kan bijstand verlenen aan de gerechtelijke autoriteiten bevoegd voor de tenuitvoerlegging van deze wet, indien ze erom verzoeken."

Art. 120. In hoofdstuk VI van dezelfde wet wordt afdeling 1, die artikel 29 bevat, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, opgeheven.

Art. 121. In hoofdstuk VI, afdeling 2, van dezelfde wet wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidende "Voorafgaande inbeslagneming".

Art. 122. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 121, wordt een artikel 29 ingevoegd, luidende:

"Art. 29. § 1. In geval van risico van verdwijning van de goederen die kunnen worden verbeurdverklaard, kan de procureur des Konings een beslissing tot voorafgaande inbeslagneming geven overeenkomstig het Belgische recht. De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn alvorens een voorafgaande inbeslagneming ten uitvoer kan worden gelegd:

1° de uitvaardigende autoriteit heeft een beslissing tot verbeurdverklaring maar geen bevestigingsbevel uitgevaardigd;

2° de procureur des Konings stelt de autoriteit van de uitvaardigende staat onverwijld in kennis van zijn voornemen over te gaan tot de voorafgaande inbeslagneming van het goed dat het voorwerp is van een beslissing tot verbeurdverklaring in de uitvaardigende staat door ongeacht welk middel dat een schriftelijk bewijs oplevert.

§ 2. In afwijking van artikel 28octies van het Wetboek van Strafvordering geeft de procureur des Konings aan het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring geen toelating om tot vervoerding van de goederen over te gaan, of ze terug te geven tegen betaling van een geldsom.

§ 3. In geval van weigering van de tenuitvoerlegging van de beslissing tot verbeurdverklaring stelt de procureur des Konings de bevoegde autoriteit onverwijld in kennis van zijn beslissing om de opheffing van de handeling met betrekking tot het goed toe te staan."

Art. 123. In hoofdstuk VI, afdeling 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2012, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, die de bestaande artikelen 30 tot 37 bevat, luidende "Procedure voor de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring".

Art. 124. Artikel 30 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 30. § 1. Voor de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring van goederen die reeds het voorwerp zijn van een procedure tot inbeslagneming in België, is de procureur des Konings van de plaats waar het bedoelde beslag werd gelegd, bevoegd.

Voor de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring van goederen die nog geen deel zijn van een procedure tot inbeslagneming op Belgisch niveau is de procureur des Konings van de plaats waar de in beslag te nemen goederen of de meerderheid van deze goederen zich bevinden, bevoegd.

§ 2. Wanneer de procureur des Konings beslist om het verzoek niet ten uitvoer te leggen, is deze beslissing definitief.

Le procureur du Roi informe de sa décision toute personne concernée et tout tiers intéressé par pli judiciaire ou envoi recommandé.

§ 3. En vue de statuer, le procureur du roi vérifie:

1° si les conditions visées aux articles 2, 2/1 et 3 sont remplies;

2° s'il n'y a pas lieu d'appliquer une des causes de refus prévues aux articles 6, 7, 7/2 et 7/3;

3° dans le cas où le fait à la base de la décision de confiscation est contenu dans la liste de l'article 6, § 2, si les comportements tels qu'ils sont décrits dans le certificat correspondent bien à ceux repris dans cette liste;

4° s'il y a lieu d'appliquer un des motifs de sursis à l'exécution prévus à l'article 31.

§ 4. Si le procureur du Roi envisage la non-exécution de la décision sur la base de l'article 7, § 1^{er}, 2°, de l'article 7/2, 2° ou 3°, de l'article 7/3, 1° ou 2°, ou du présent article, il doit consulter préalablement les autorités compétentes de l'État d'émission.

§ 5. En ordonnant l'exécution de la décision de confiscation, le procureur du Roi convertit, si besoin, le montant à confisquer en euro au taux de change en vigueur au moment de la décision de confiscation.

§ 6. Lorsque le procureur du Roi décide d'exécuter quand même la demande, il informe toute personne concernée et tout tiers intéressé par pli judiciaire ou envoi recommandé de sa décision.

La personne concernée ou le tiers intéressé peut saisir le tribunal correctionnel par requête adressée au greffe, dans un délai de quinze jours à partir de la notification de la décision.

Le greffe informe immédiatement le procureur du Roi du recours et de la date de l'audience.

Le tribunal peut statuer uniquement sur la base des articles visés au paragraphe 3. La décision du tribunal peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

§ 7. L'autorité compétente de l'État d'émission est informée de tout recours formé conformément au paragraphe 6."

Art. 125. Dans l'article 31, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 19 mars 2012, les mots "Le tribunal correctionnel ou, avant même la saisine du tribunal, le procureur du Roi peuvent" sont remplacés par les mots "Le procureur du Roi peut".

Art. 126. Dans l'article 35, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 26 novembre 2011, les mots "La décision du tribunal est communiquée sans délai par le Procureur du Roi" sont remplacés par les mots "Le procureur du Roi communique sans délai sa décision".

CHAPITRE 18. — Modifications de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement

Art. 127. À l'article 12 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, remplacé par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "la première audience de la chambre de protection sociale fixée conformément à l'article 29, § 2" sont remplacés par les mots "l'entrée en force de chose jugée de la décision que la chambre de protection sociale a prise lors de la première audience fixée conformément à l'article 29, § 2";

2° dans l'alinéa 2, les mots "la première audience de la chambre de protection sociale fixée conformément à l'article 29, § 2" sont remplacés par les mots "l'entrée en force de chose jugée de la décision que la chambre de protection sociale a prise lors de la première audience fixée conformément à l'article 29, § 2".

Art. 128. Dans l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 4 mai 2016 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les mots "ou du responsable de l'institution résidentielle" sont remplacés par les mots "et du responsable de l'institution résidentielle".

Art. 129. Dans l'article 56, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 4 mai 2016, les mots "ou son délégué" sont insérés entre les mots "le ministre de la Justice" et les mots "peut ordonner le transfèrement provisoire".

De procureur des Konings brengt iedere betrokken persoon en belanghebbende derde op de hoogte van zijn beslissing per gerechtsbrief of aangetekende zending.

§ 3. Daartoe gaat de procureur des Konings na:

1° of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2, 2/1 en 3 vervuld zijn;

2° of een van de weigeringsgronden bedoeld in de artikelen 6, 7, 7/2 en 7/3 moet worden toegepast;

3° ingeval de beslissing tot verbeurdverklaring betrekking heeft op een feit vermeld in de lijst van artikel 6, § 2, of de gedragingen zoals zij zijn omschreven in het certificaat wel degelijk met die uit de lijst overeenstemmen;

4° of een van de redenen voor uitstel van de tenuitvoerlegging bedoeld in artikel 31 moet worden toegepast.

§ 4. Indien de procureur des Konings de niet-tenuitvoerlegging overweegt van het bevel op grond van artikel 7, § 1, 2°, van artikel 7/2, 2° of 3°, van artikel 7/3, 1° of 2°, of van dit artikel, moet hij vooraf de bevoegde autoriteiten van de uitvaardigende staat raadplegen.

§ 5. Wanneer de procureur des Konings de tenuitvoerlegging van de beslissing tot verbeurdverklaring beveelt, rekent hij het te confisqueren bedrag indien nodig om in euro tegen de op het tijdstip van de beslissing tot verbeurdverklaring geldende wisselkoers.

§ 6. Indien de procureur des Konings beslist om het verzoek vooralsnog ten uitvoer te leggen, brengt hij de betrokken persoon en iedere belanghebbende derde op de hoogte van zijn beslissing per gerechtsbrief of aangetekende zending.

De betrokken persoon of belanghebbende derde kan de zaak bij verzoekschrift gericht aan de griffie, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing, aanhangig maken bij de correctionele rechtbank.

De griffie stelt de procureur des Konings onmiddellijk op de hoogte van het rechtsmiddel en de datum van de zitting.

De rechtbank kan enkel uitspraak doen op basis van de artikelen als bedoeld in paragraaf 3. Tegen de beslissing van de rechtbank kan cassatieberoep worden ingesteld.

§ 7. De bevoegde autoriteit van de uitvaardigende staat wordt in kennis gesteld van elk rechtsmiddel dat ingesteld wordt krachtens paragraaf 6."

Art. 125. In artikel 31, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2012, worden de woorden "De correctionele rechtbank of, voor de aanhangigmaking bij de rechtbank, de procureur des Konings, kunnen" vervangen door de woorden "De procureur des Konings kan".

Art. 126. In artikel 35, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 november 2011, worden de woorden "de beslissing van de rechtbank" vervangen door de woorden "zijn beslissing".

HOOFDSTUK 18. — Wijzigingen van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering

Art. 127. In artikel 12 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, vervangen bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "aan de eerste zitting van de kamer voor de bescherming van de maatschappij vastgesteld overeenkomstig artikel 29, § 2" vervangen door de woorden "het in kracht van gewijsde treden van de beslissing die de kamer voor de bescherming van de maatschappij heeft genomen ingevolge de eerste zitting vastgesteld overeenkomstig artikel 29, § 2";

2° in het tweede lid worden de woorden "aan de eerste zitting van de kamer voor de bescherming van de maatschappij vastgesteld overeenkomstig artikel 29, § 2" vervangen door de woorden "het in kracht van gewijsde treden van de beslissing die de kamer voor de bescherming van de maatschappij heeft genomen ingevolge de eerste zitting vastgesteld overeenkomstig artikel 29, § 2".

Art. 128. In artikel 44, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 mei 2016 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden "of van de verantwoordelijke van de residentiële instelling" vervangen door de woorden "en van de verantwoordelijke van de residentiële instelling".

Art. 129. In artikel 56, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "of zijn gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "de minister van Justitie" en de woorden "de voorlopige overplaatsing".

Art. 130. Dans l'article 60, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 4 mai 2016, le mot "immédiatement" est abrogé.

Art. 131. Dans l'article 75, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la même loi, modifié par les lois des 4 mai 2016, 6 juillet 2017 et 5 mai 2019, les mots "ou du responsable de l'institution résidentielle" sont remplacés par les mots "et du responsable de l'institution résidentielle".

CHAPITRE 19. — *Modification de la loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation*

Art. 132. À l'article 7, § 5, de la loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 2° est remplacé par ce qui suit:

"2° facilitera l'application du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne dans le domaine de la saisie et de la confiscation;"

2° le paragraphe est complété par le 5° rédigé comme suit:

"5° facilitera l'application de la loi du 22 mai 2017 relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale, en ce qui concerne la saisie d'éléments de preuve."

CHAPITRE 20. — *Modifications de la loi du 23 mars 2019 concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire*

Art. 133. Dans l'article 16 de la loi du 23 mars 2019 concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire, les mots "le chef d'établissement" sont chaque fois remplacés par les mots "le chef d'établissement ou son délégué".

Art. 134. Dans l'article 32, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "ou son délégué" sont insérés entre les mots "le directeur général" et les mots "peut interdire l'accès".

CHAPITRE 21. — *Modifications de la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins et de la loi du 29 juin 2021 portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins*

Art. 135. Dans l'article 7, 1°, de la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins, le mot "huitième" est remplacé par le mot "neuvième".

Art. 136. Dans l'article 26 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 16 mars 2021, les mots "et au plus tard le 1^{er} décembre 2021" sont remplacés par les mots "et au plus tard le 1^{er} juin 2022".

Art. 137. Dans l'article 17 de la loi du 29 juin 2021 portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins, les mots "et au plus tard le 1^{er} décembre 2021" sont remplacés par les mots "et au plus tard le 1^{er} juin 2022".

CHAPITRE 22. — *Modifications du Code de droit économique*

Art. 138. Dans le livre XX, titre 1^{er}, chapitre 2, du Code de droit économique, inséré par la loi du 11 août 2017, il est inséré un article XX.14/1 rédigé comme suit:

"Art. XX.14/1. Dans le cadre de l'accomplissement de sa mission légale et afin de prendre les mesures les plus adéquates, le tribunal de l'entreprise s'entoure de tous les renseignements utiles pour s'enquérir de la situation financière réelle du débiteur.

Le juge désigné par le président du tribunal de l'entreprise peut, par requête spécifique et motivée, demander toute information relative au débiteur au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation

Art. 130. In artikel 60, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, wordt het woord "onmiddellijk" opgeheven.

Art. 131. In artikel 75, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 4 mei 2016, 6 juli 2017 en 5 mei 2019, worden de woorden "of van de verantwoordelijke van de residentiële instelling" vervangen door de woorden "en van de verantwoordelijke van de residentiële instelling".

HOOFDSTUK 19. — *Wijziging van de wet van 4 februari 2018 houdende de opdrachten en de samenstelling van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring*

Art. 132. In artikel 7, § 5, van de wet van 4 februari 2018 houdende de opdrachten en de samenstelling van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

"2° de toepassing van de Verordening (EU) 2018/1805 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 inzake de wederzijdse erkenning van bevestigingsbevelen en confiscatiebevelen en de wet van 5 augustus 2006 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning van rechterlijke beslissingen in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie vergemakkelijken;"

2° de paragraaf wordt aangevuld met de bepaling onder 5°, luidende:

"5° de toepassing van de wet van 22 mei 2017 betreffende het Europees onderzoeksbevel in strafzaken, wat de inbeslagneming van bewijsmateriaal betreft, vergemakkelijken."

HOOFDSTUK 20. — *Wijzigingen van de wet van 23 maart 2019 betreffende de organisatie van de penitentiaire diensten en van het statuut van het penitentiair personeel*

Art. 133. In artikel 16 van de wet van 23 maart 2019 betreffende de organisatie van de penitentiaire diensten en van het statuut van het penitentiair personeel, worden de woorden "het inrichtingshoofd" telkens vervangen door de woorden "het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde".

Art. 134. In artikel 32, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "de directeur-generaal" en de woorden "de toegang tot één of meer gevangnissen ontzeggen".

HOOFDSTUK 21. — *Wijzigingen van de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder en van de wet van 29 juni 2021 tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder*

Art. 135. In artikel 7, 1°, van de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder, wordt het woord "achtste" vervangen door het woord "negende".

Art. 136. In artikel 26 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 maart 2021, worden de woorden "en uiterlijk op 1 december 2021" vervangen door de woorden "en uiterlijk op 1 juni 2022".

Art. 137. In artikel 17 van de wet van 29 juni 2021 tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder worden de woorden "en uiterlijk op 1 december 2021" vervangen door de woorden "en uiterlijk op 1 juni 2022".

HOOFDSTUK 22. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

Art. 138. In boek XX, titel 1, hoofdstuk 2, van het Wetboek economisch recht, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, wordt een artikel XX.14/1 ingevoegd, luidende:

"Art. XX.14/1. In het kader van het vervullen van zijn wettelijke opdracht en teneinde de meest geschikte maatregelen te nemen, wint de ondernemingsrechtbank alle nuttige inlichtingen in om de reële financiële toestand van de schuldenaar te kennen.

De door de voorzitter van de ondernemingsrechtbank aangewezen rechter kan met een specifiek en met redenen omkleed verzoek alle informatie over de schuldenaar opvragen bij het Centraal aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig de

d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt."

Art. 139. Dans l'article XX.106 du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017, les mots "XX.107 et XX.108" sont remplacés par les mots "XX.108 et XX.109" et les mots "XX.145 et XX.165" sont remplacés par les mots "XX.146 et XX.167".

CHAPITRE 23. — *Modification de l'ancien Code civil*

Art. 140. Dans l'article 492/4, alinéa 3, de l'ancien Code civil, inséré par la loi du 17 mars 2013, la première phrase est remplacée par la phrase suivante: "La mesure de protection judiciaire prend fin de plein droit en cas de décès de la personne protégée ou à l'échéance du terme pour lequel elle a été prise."

CHAPITRE 24. — *Dispositions transitoires*

Art. 141. L'article 21 ne s'applique qu'aux procédures dont les vacances et appels aux candidats sont publiés après son entrée en vigueur.

Art. 142. Les articles 26 et 27 s'appliquent aux administrations des biens en cours à la date de leur entrée en vigueur.

Chapitre 25. — *Disposition d'entrée en vigueur*

Art. 143. Les articles 92, 136 et 137 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. – 55 2175
Compte rendu intégral : 25 novembre 2021.

wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest."

Art. 139. In artikel XX.106 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de woorden "XX.107 en XX.108" vervangen door de woorden "XX.108 en XX.109" en worden de woorden "XX.145 en XX.165" vervangen door de woorden "XX.146 en XX.167".

HOOFDSTUK 23. — *Wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek*

Art. 140. In artikel 492/4, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013, wordt de eerste zin vervangen als volgt: "De rechterlijke beschermingsmaatregel eindigt van rechtswege in geval van overlijden van de beschermde persoon of door het verstrijken van de duur waarvoor hij is genomen."

HOOFDSTUK 24. — *Overgangsbepalingen*

Art. 141. Het artikel 21 is alleen van toepassing op procedures waarvoor de vacatures en oproepen tot kandidaatstelling na de inwerkingtreding ervan worden bekendgemaakt.

Art. 142. De artikelen 26 en 27 zijn van toepassing op bewindvoeringen over de goederen die reeds van kracht zijn op datum van de inwerkingtreding ervan.

Hoofdstuk 25. — *Inwerkingtredingsbepaling*

Art. 143. De artikelen 92, 136 en 137 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE
Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. – 55 2175
Integraal Verslag : 25 november 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/33844]

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de fixer les modalités pour la vente publique judiciaire de biens mobiliers par voie électronique.

La vente judiciaire ou forcée se déroule conformément à un cadre légal ou suivant une décision judiciaire et ce, sous le contrôle d'un officier public et ministériel.

Le présent arrêté fixe les modalités pratiques de la vente en ligne de biens meubles, en exécution du cadre légal instauré par le législateur en 2019 (articles 1516, alinéa 3, 1522, alinéa 3 et 1526, alinéa 3 du Code

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/33844]

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen betreft het vastleggen van de modaliteiten van de gerechtelijke openbare verkoop van roerende goederen op elektronische wijze.

De gerechtelijke of gedwongen openbare verkoop vindt plaats conform een wettelijk kader of in navolging van een rechterlijke beslissing en dit onder toezicht van een ministerieel openbaar ambenaar.

Dit besluit omvat de praktische modaliteiten voor de online verkoop van roerende goederen, in uitvoering van het wettelijk kader dat door de wetgever in 2019 werd vastgesteld (artikelen 1516, derde lid, 1522,